

Iran : la lutte des nationalités opprimées

Femmes : conférence nationale de la LMR

Genève : Réponse à la Voix Ouvrière

N° 205 - 31 mars 1979
DIXIEME ANNEE

Fr. 2.-

la brèche

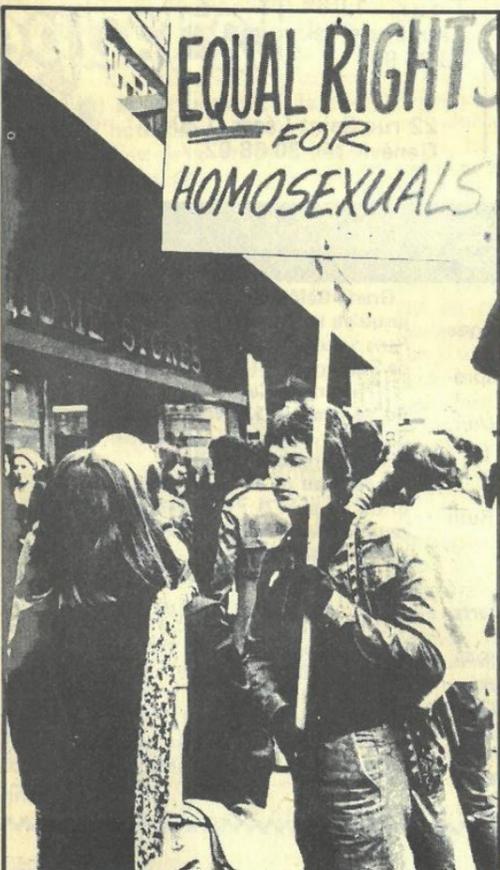
organe bimensuel
de la ligue marxiste révolutionnaire
section suisse de la IV^{ème} Internationale

Antimilitarisme:



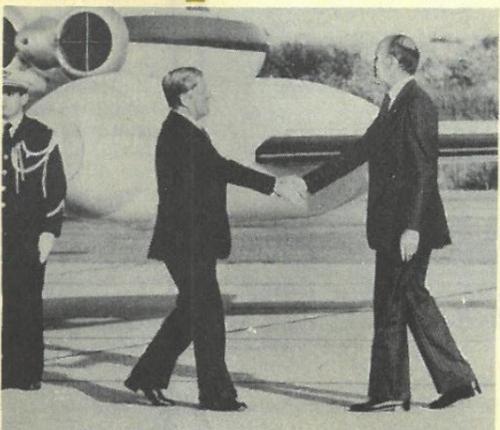
page 8

Homosexualité:



page 11

«Europe Unie»:



page 9

France: colère ouvrière et divisions réformistes



sommaire

EDITO	
Contre la TVA, pour les 40 heures !	3-4
FEMMES : Avortement :	
le recul de la solution fédéraliste	3
LMR infos	3
SOCIAL	
Dans les syndicats : Vaud, assemblée des délégués du cartel syndical vaudois	4
Genève : réponse à la V.O.	4
Genève : les travailleurs sociaux débrayent	4
La VPOD : un syndicat qui est en train de changer	5
Elections zurichoises : offensive des bourgeois	8
POLITIQUE	
Conférence nationale de la LMR sur le travail femmes	5
Le Parlement européen : un parlement pour les patrons	9
ARMEE : l'armée à Zurich :	
bloc-notes d'un antimilitariste	8
INTERNATIONAL	
DOSSIER FRANCE	
PS-PC : quels débats ?	
Les ravages de la division	6-7
IRAN : les luttes des nationalités opprimées	10
BRESIL : la grève des métallurgistes	10
HOMOSEXUEL(LE)S	
Pour une sexualité sans normes	11
LIVRE	
Renvoyer Staline et Trotsky dos à dos ?	12



Une certaine conception des droits démocratiques...

Deux nouveaux cas d'interdiction professionnelle (Berufsverbot) se sont produits en Suisse allemande. A Kôniz, ville proche de Berne, l'enseignante Katrin Bobren, présentée par la commission scolaire parmi 89 candidats, n'a pas été élue à un poste dans l'enseignement primaire par le Conseil communal (où siège entre autres Valentin Oeben, de l'Action nationale). Motif : K. Bobren est membre des Organisations progressistes de Suisse (POCH).

A Zurich, le très réactionnaire Gilgen (Alliance des indépendants), chef de l'instruction publique et initiateur zélé des interdictions professionnelles, a refusé la nomination à un poste de sous-assistant de Christian Jordi, étudiant en médecine. Selon la police, celui-ci aurait assisté en 1976 à un séminaire public du Parti du Travail.

Les réactions des organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier montrent que ce dernier commence à prendre conscience de l'importance de la lutte contre ces tentatives d'intimidation et de mise au pas.



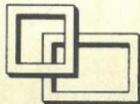
1er numéro de Critica Comunista

Les camarades italiens des Gruppi Comunisti

Rivoluzionari (section italienne de la IVe Internationale) ont fait paraître le premier numéro de Critica Comunista, qui "veut reprendre le marxisme révolutionnaire, battu et condamné par le stalinisme, mais jamais mort. (...) Nous ne sommes pas convaincus qu'un marxisme révolutionnaire complet et achevé existe déjà, mais Critica Comunista veut être avant tout un moyen théorique et politique pour la défense et le développement du marxisme révolutionnaire."

Au sommaire de ce numéro, une étude du syndicalisme italien par F. Turigliatto, le chapitre sur l'idéologie (inédit en italien) du "Capitalisme du troisième âge" de E. Mandel; Livio Maitan présente le "nouveau cours" chinois, alors que E. Fedeli analyse la signification du gouvernement Andreotti. Relevons aussi l'entretien avec Hugo Blanco, membre de la IVe Internationale et député du FOCEP à l'Assemblée constituante péruvienne. La revue s'est d'ores et déjà assurée la collaboration d'Alfonso LEONETTI, ancien fondateur, avec Gramsci, du PCI, exclu en 1930 pour déviations trotskystes.

A commander à la librairie La Taupe, rue de la Tour 8bis, 1004 Lausanne, CCP 10-9223. Abonnement : 1 an, 35.- (soutien : 100.-), par l'intermédiaire de la librairie.



Répression antisyndicale dans les taxis lausannois

Coup sur coup, deux responsables syndicaux

lausannois du Syndicat des chauffeurs de taxis CRT/VAUD viennent d'être licenciés de leurs compagnies.

Le délégué syndical des Taxis du Centre SA a été mis à pied parce qu'il luttait contre la trop longue durée du travail. Le président du Syndicat des taxis, a, pour son compte, reçu son congé à cause de ses activités syndicales en général et, notamment, à cause du contenu de la dernière livraison du journal syndical qui "mouchait" son employeur, le sens de l'humour n'étant pas particulièrement pratiqué chez les patrons du taxi lausannois.

Ainsi, en moins de 2 ans, 5 membres du Comité du syndicat ont été victimes de 8 mesures de licenciement.

Le Syndicat des chauffeurs de taxis CRT/VAUD conteste totalement le licenciement de ses deux délégués. Il a lancé une pétition au Conseil communal de Lausanne pour lui demander d'user de son autorité pour faire entendre raison aux patrons de compagnies. Si cette démarche devait s'avérer vaine, le syndicat se déclare prêt à recourir à l'action directe.



CERN, Genève : les travailleurs temporaires s'organisent

En 1978, le CERN s'est passé des services de 226 travailleurs dits "temporaires", dont la plupart y travaillaient depuis plus d'un an, voire depuis plusieurs années. Sous prétexte de li-

quidation des travailleurs temporaires, le CERN s'attaque aux emplois stables, le recrutement des travailleurs temporaires n'ayant nullement cessé. La direction y trouve une série d'avantages : ces travailleurs ne bénéficient pas de la même sécurité de l'emploi que les autres, et, de par leur statut, sont beaucoup plus soumis à l'arbitraire patronal. C'est pour faire cesser cette politique de division systématique que les temporaires du CERN ont formé une commission, soutenue par toutes les organisations politiques et syndicales de Genève et du Pays de Vex. Elle s'engage à lutter désormais pour la défense de l'emploi, contre le statut de pseudo-temporaires et pour l'ouverture de négociations immédiates entre la commission, les syndicats et la direction.



Lausanne : ouverture du centre femmes étrangères / femmes suisses

Le 7 mars a eu lieu l'inauguration du Centre Femmes étrangères - Femmes suisses, 15 rue Beau-Séjour, dans les locaux obligamment mis à disposition par l'Association des mères chefs de famille. Le Centre a pour

but de permettre aux femmes isolées de nouer des contacts et d'offrir la possibilité à celles qui ne connaissent pas ou peu le français de se renseigner sur les services sociaux et administratifs et de s'y faire accompagner par des personnes de leur nationalité et parlant leur langue.

Le Centre a aussi pris contact avec les médecins et les juristes progressistes; plusieurs d'entre eux ont accepté de donner des soins ou des conseils gratuits en cas de nécessité. L'organisation de débats sur des problèmes touchant les femmes en général ou celles d'un pays particulier est également prévue. Financièrement autonome, le Centre fonctionne grâce au bénévolat des personnes assurant la permanence et à l'aide des organisations de l'immigration.

On peut le soutenir matériellement et en devenant membre pour la modeste somme de fr. 10.- (fr. 50.- pour les organisations). Heures d'ouverture :

* pour les femmes de langue italienne : le mardi après-midi de 14 à 18h.
* pour les femmes de langue espagnole : le jeudi de 14h. à 18h.
* pour les femmes s'exprimant dans d'autres langues (portugais, yougoslave, grec, turc) : téléphoner pendant ces après-midi au no 23 77 87 pour fixer un rendez-vous avec des personnes s'exprimant dans la langue désirée.

abonnez-vous

Abonnements à la Brèche :
6 mois, enveloppe ouverte : fr. 22,50
une année, enveloppe ouverte : fr. 45.-
une année, enveloppe fermée : fr. 55.-
une année, étranger (Europe) : fr. 80.-
Outre-mer : prendre contact avec nous
abonnement de soutien : fr. 100.-

Lausanne. (préciser le type d'abonnement).
Pour toute correspondance : Case postale
1000 Lausanne 17 CCP 10-25669
Ed resp. C.A. Udry - Imprimerie Cedips, Lausanne.

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MEMES!

ZURICH
Hallenstadion
di 1er avril, 18h.30 : Zappa, loc. : Foetisch.

BALE
Festsaaale - Mustermesse
sa 7 avril, 20h. : Lou Reed, loc. : Foetisch, Lausanne.

NYON
Salle communale
sa 21 avril, 20h.30 : Max Roach Quartet, org. : Jazz-Nyon, 20.-; loc. Genève : Disco-club - Lausanne : Disc-à-Brac.

LAUSANNE
sa 28 avril (où ça ?) : Le beau lac de Bâle.
Théâtre du Vide-Poche, Palud 10
jusqu'au sa 31 mars : Roger Cunéo.
lu 2 avril, 18h., 20h.30 : Stilleben (Nature morte), film d'Elisabeth Gujer (1er étage).
Théâtre de Vidy
du je 19 au sa 21 et du ma 24 au sa 28 avril :
Le malade imaginaire, de Molière par Marcel Maréchal et le Nouveau Théâtre National

de Marseille.
Théâtre des Faux-Nez
du je 5 au me 11 avril, 20h.30 : France Léa.
du je 19 au me 25 avril : José Barrense-Dias
La boîte à musique / LUTRY
ve 6 avril, 21h. : Jacques de Vaal.
ve 20 avril, 21h. : Pierre Tisserand.

Casino de Montbenon
di 1er avril, 17h. : Le dragon bleu et le dragon jaune, par le TPEL.
me 25, sa 28 avril, 15h., di 29, 17h. : Dix, onze, douze, par le TPEL.

GENEVE
Nouveau centre sportif / MEYRIN
sa 31 mars, dès 17h. : Pyramid, Elisabeth Cotten, Queen Ida, Richie Havens.
di 1er avril, dès 15h. : François Zmirou, Taj Mahal, Albeer Collins, Johnny Winter, New Morning Festival.
Salle Patino, av. de Miremont 26
ma 3 avril, 20h.45 : Musique indienne (flûte, santour, tablas), org. : AMR.

Centre de Loisirs de Carouge,
sa 7 avril, 21h. : Frequence IV, musique contemporaine. org. : AMR.
sa 14 avril, 21h. : Hostie (musique improvisée), org. : AMR.
sa 21 avril, 21h. : Jerry Chardonnens Unit, org. : AMR.

Atelier de la rue Montbrillant 14,
face au jardin des Croupettes
je 5 avril, 14h.30 : Marionnettes, de Ruth Frauenfelder, pour enfants, rêveurs...
Pic-plouc, impasse rue du Lac 1
Eaux-Vives
sa 7 avril, 21h. : Yves Imer et Steve Roberts, (ex Evenstevan, CH).
sa 14 avril, 21h. : Jerry Rubin (folk, USA).
ve 20, sa 21 avril, 21h. : Michel Buzzi - Gaston Schaefer (3ème anniversaire du Pic).
Maison du quartier de la Jonction,
18 av. Ste Clotilde
jusqu'au sa 14 avril, 20h.30 : La mante polaire, de Rezvani par le Théâtre TREC.

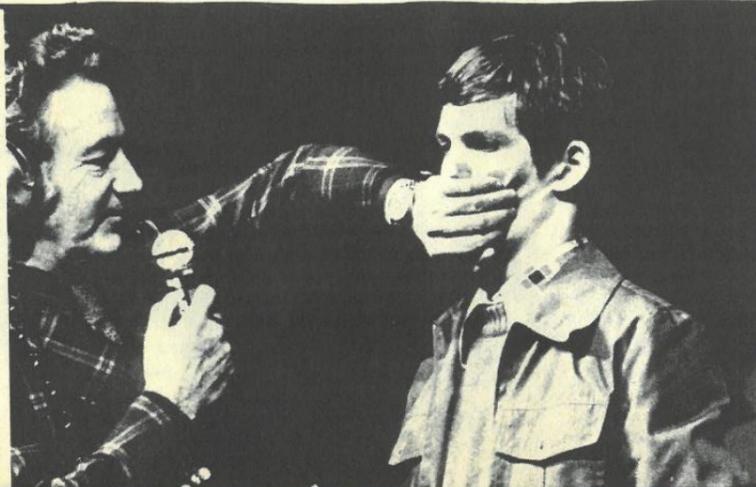
Grand Café du Grütli, 16 général Dufour
jusqu'au sa 7 avril, 21h. : Les Mystères de Paris, par le Théâtre Mobile, d'après Eugène Sue. fr. 10.-. (Venir à l'avance !)

Théâtre de Carouge, 39 rue Ancienne
du ve 6 au je 12 avril, 18h.30 (je 18h.) : Solo, de Bernard Liège, par Domingos Semedo (relâche lundi).
du ve 6 au di 29 avril, 20h.15 (relâche lu et du 13 au 17) : Par dieu qu'on me laisse rentrer chez moi, de Michel Viala, mise en scène Armen Godel.
du ve 6 au je 12 avril, 22h., sa 28, di 29, 16h.30 (rel. lu) : Dans le dos du maître, d'Orlando Beer, m. en sc. Hervé Loichemol.
du me 18 au di 29 avril, 18h.30 : L'Alpage, de Adolf Muschg, mise en scène Martine Paschoud (relâche lu).
du me 18 au di 29 avril, 22h. : Elles attendent lo dans le théâtre vide, de Agnès Contat, mise en scène Martine Paschoud.
Jerry Cann

CHRONIQUE DU BON GOUT LE DEMON DU JEU...

BONJOUR, CHER CANDIDAT !

- QUELLE EST LA CAPITALE DE L'AZERBAÏDJAN SOVIÉTIQUE ?
- COMMENT SE NOMME LE PETIT DE LA CHÈVRE ?
- SI JE VOUS DIT "BINAĞUL FAÏT DES BULLES", VOUS ME RÉPONDEZ ?
- SHEILA EST-ELLE NÉE À ROMORANTIN OU AILLEURS ?
- UN AYATOLLAH EST-IL UN FIANCÉ DE SORAYA ?
- SAVEZ-VOUS DÉBOUCHER UNE BOUTEILLE SANS TIRER-BOUCHON ?



-SAVEZ-VOUS QUE, DE 1974 À 1977, LE TEMPS D'ANTENNE CONSACRÉ À L'INFORMATION PAR LA TÉLÉVISION FRANÇAISE A PASSÉ DE 36% À 27% DU TEMPS D'ANTENNE GLOBAL ?

-SAVEZ-VOUS QUE PENDANT LA MÊME PÉRIODE LE TEMPS CONSACRÉ AUX JEUX A PASSÉ DE 336 H. À 682 H. ?

CHOMEURS.
CHOMEUSES.
REJOUISSÉZ-VOUS.
BIENTÔT.
PLUS DE PAIN
DU TOUT
MAIS DES JEUX.
ENCORE DES JEUX.
TOUJOURS DES JEUX!

La photo a été prise lors d'un jeu radiophonique d'Europe No 1, les chiffres sont tirés du Monde diplomatique, février 1979.

Manifeste de la LMR

Contre la TVA, pour les 40 heures !

La bourgeoisie veut faire payer sa crise aux salariés

* Le nouveau paquet financier (vote : 20 mai) n'a fondamentalement rien de différent de celui refusé deux ans auparavant : un impôt indirect supplémentaire pour les salariés — un cadeau de 600 millions aux capitalistes de l'industrie d'exportation.

* Le blocage des salaires et du personnel des services publics a, lui, des conséquences doublement négatives : sur les conditions de travail dans ces services, et sur la qualité de leurs prestations pour l'ensemble des salariés. D'une pierre deux coups.

* Quant aux subventions accordées par la Confédération aux entreprises en difficulté, les postes de travail n'en auront rien vu. Par contre, les investissements de rationalisation sont allés bon train, quand ce n'est pas le profit tout court que ces subventions ont regonflé.

TVA : c'est NON (sans discussion)

Accepter d'entrer dans le chantage de la bourgeoisie : "si vous refusez le paquet financier, vous n'irez pas gueuler sur les dépenses sociales", c'est ne pas comprendre que :

... la Confédération, comme par enchantement, a toujours les milliards qu'il faut pour ses Tiger et ses Panzer;

... plus un capitaliste est gros, plus il passe facilement entre les mailles de la loi sur les impôts; il suffirait à l'Etat de se baisser pour récupérer un à plusieurs milliards sur cette fraude fiscale; mais l'Etat souffre d'étranges courbatures...

... que la classe dominante est d'une rare opulence en Suisse, et qu'il suffirait de relever la progression des impôts pour les hauts revenus... Mais ce n'est pas tout.

Les dépenses de l'Etat — couvertes par des impôts qui sont en fin de compte une partie des biens créés par le travail — se font selon les intérêts de la classe dominante. Pas étonnant si l'Etat a toujours assez d'argent à disposition du patronat. (Ainsi, le trust Bühler, sous prétexte de "relance", s'est vu gratifier de 300 millions; les dépenses militaires passent à 6 à 7 milliards pour 1980-1984; l'Etat donne un coup de pouce au lobby nucléaire en prenant en charge la recherche nucléaire; etc.) Le fisc a d'étranges attentions pour la "santé" des entreprises, des banques et des trusts en particulier, quand il ne ferme pas tout simplement les yeux sur les mille et une manières dont elles peuvent camoufler ou expatrier leurs profits. Par contre, pour les salariés, c'est le couperet ("présentez vos déclarations de salaire, siouplait"), agrémenté d'une élégante menace : si vous avez le culot de refuser le nouvel impôt indirect, vous

le sentirez passer sur l'AVS, les subventions aux caisses-maladie et autres dépenses sociales "compressibles".

D'ailleurs, le démontage des acquis sociaux a déjà commencé. Qu'est donc cet "Etat social" qu'il faudrait défendre ? Celui qui a fait échouer les pensions populaires au profit des caisses privées — toujours pas en vigueur, eh oui ! — celui qui réduit les subventions à l'AVS et aux assurances-maladie ?

Bien sûr qu'on peut changer tout cela. Pas en défendant — comme le dit le PSS — un "Etat social" (qui n'en est pas un), mais en obligeant les riches, les patrons, les banques, à passer à la caisse, en restant intransigeant sur les besoins des travailleurs : * la sécurité sociale doit être unifiée, couvrir tous les risques (maladie, vieillesse, accidents, chômage, grossesse, etc.) selon le système de l'AVS, ce qui éviterait des millions de gaspillage; * elle doit s'étendre au financement par l'Etat de possibilités de formation et de recyclage pour tous : apprentis, chômeurs, femmes, immigrés.

la bourgeoisie. Le PSS, lui, veut continuer à lui faire ingurgiter la potion débilante de la collaboration de classe, le poison paralysant de la paix du travail.

Toute réponse passe par la lutte de classe

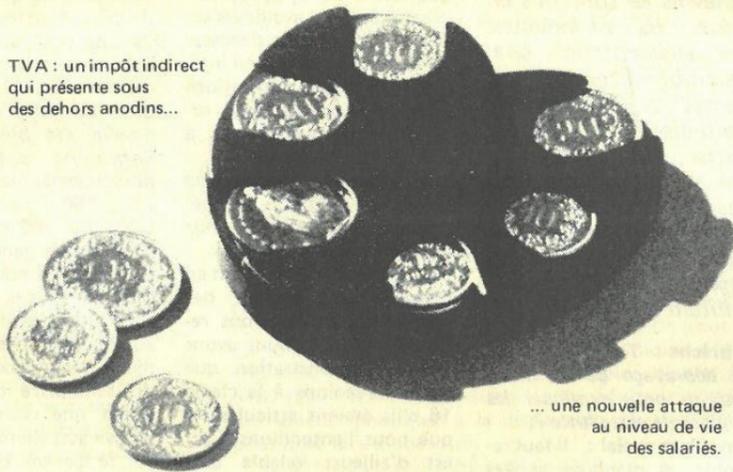
Le non résolu d'une partie du mouvement ouvrier à la TVA première version n'est pas étranger au fait que la bourgeoisie n'a pas osé introduire ce démontage social massif dont la menace avait apparemment fait si bien trembler le PSS et la plupart des directions syndicales.

Un non tout aussi résolu à la deuxième version édulcorée aidera de nombreux travailleurs à riposter à la bourgeoisie et à son attaque encore plus sournoise sur le plan des postes de travail, du salaire direct et indirect (sécurité sociale). C'est bien cette série d'agressions en chaîne qu'il faut rompre. On ne le pourra sans :

* des syndicats prêts à l'action, organisés selon le respect de la démocratie syndicale et non le respect des chefs;

* des commissions ouvrières dans les entreprises, servant de creuset

TVA : un impôt indirect qui présente sous des dehors anodins...



... une nouvelle attaque au niveau de vie des salariés.

Toutes ces mesures pourraient être largement financées par un impôt de 100 o/o sur les revenus au-dessus de 100 000 francs; l'évasion fiscale pourrait être combattue par une harmonisation fiscale complète entre les cantons; les dépenses militaires pourraient être réduites, comme celles pour la construction d'autoroutes, etc.

En dernier ressort, si une telle politique n'est pas imposée à la bourgeoisie aujourd'hui, cela tient essentiellement à l'incapacité du mouvement ouvrier à s'opposer frontalement et activement à la bourgeoisie. Le Parti Socialiste, bien qu'il dise non à la TVA, ne craint rien tant que cette confrontation. C'est pourquoi il pourra tout aussi bien dire oui demain (comme en mai 77), si la bourgeoisie veut bien prier entre-temps les banques de passer symboliquement à la caisse. Voilà qui réhabiliterait la TVA pour les socialistes.

Nous voulons au contraire donner du muscle au mouvement ouvrier, qu'il puisse faire reculer

de discussion et de préparation des actions au lieu de courroie de transmission des directeurs capitalistes.

Ces mesures doivent servir à défendre :

* les salaires, en réclamant l'adaptation automatique des salaires au renchérissement;

* la réduction du temps de travail (au maximum 40 heures) et le contrôle du nombre de postes de travail dans une branche, dans une région par les salariés eux-mêmes et leurs organisations syndicales. (Il faut empêcher les patrons de se rattraper en diminuant les salaires et les postes de travail, en augmentant les cadences ou en déplaçant une partie de la production à l'étranger.)

Résistance, résistance !

Quand règne la paix du travail, qui prive les travailleurs de leur seul instrument de défense efficace, la grève, il ne reste plus qu'à espérer que les patrons et l'Etat

(suite page 4)

Avortement :

Le recul de la solution fédéraliste

La question de l'avortement est décidément un obstacle de taille sur lequel viennent buter les "meilleurs" compromis parlementaires ! Ce ne sont pourtant pas les tentatives de conciliation qui manquent... A la pointe de ces marchandages, de ces bradages successifs, les partis socialiste et radical, qui cherchent à tout prix le maintien de la cohésion gouvernementale. Pour ce faire, ils sont prêts à sacrifier le droit à l'avortement sur l'autel de leur collaboration avec le parti démocrate-chrétien : retrait de l'initiative pour "la décriminalisation de l'avortement" au profit de l'initiative du délai, vote d'une loi dite "des indications sociales" par une majorité parlementaire, — loi qui constitue un tel exercice d'équilibrisme politique qu'elle échoue en votation.

Le dernier en date de ces canards boiteux auxquels le PSS donne son aval, c'est la solution fédéraliste : elle vise à adapter la législation sur l'avortement à la réalité très différenciée qui existe de canton en canton, elle veut donner une formulation légale correspondant à la "solution fédéraliste" qui existe déjà dans les faits. Sortie des tiroirs et mise en avant par des motions de parlementaires radicaux et socialistes et par des initiatives de cantons, cette "solution" est presque à coup sûr un projet mort-né, un avorton — on nous passera l'expression ! — destiné à se perdre dans les labyrinthes des procédures et des navettes parlementaires. Elle est en effet conçue pour permettre de dépasser la coupure en deux exprimée lors du vote sur l'initiative du délai. Mais elle a d'ores et déjà manqué son but : le lancement d'une initiative, par les milieux de "Oui à la Vie" et du PDC, pour interdire l'avortement — sauf pour des raisons eugéniques ou médicales — impliquerait un retour en arrière dans les cantons "libéraux". Cette nouvelle initiative constitue une attaque grave au droit des femmes de décider si elles veulent ou non des enfants.

La solution fédéraliste n'est pas une arme pour répondre aux partisans de "Oui à la Vie" : elle ne permet pas de développer un large mouvement national pour le droit à l'avortement, seule garantie pour changer le rapport de forces. La LMR rejette aussi la solution fédéraliste parce qu'elle ne va pas dans le sens d'affirmer le droit pour toutes les femmes, surtout les plus défavorisées, de choisir librement leur maternité. L'exercice d'un tel droit signifie s'opposer dès aujourd'hui à toutes les entraves matérielles, légales, idéologiques qui lui sont mises et qui sont accentuées même dans le cadre d'une solution fédéraliste. Celle-ci institutionnalisera la pratique des avortements clandestins dans les cantons "rétrogrades"; dans les cantons "libéraux", elle pourra même constituer un pas en arrière au cas où une clause de domicile serait instituée.

Nous tirons entre autres un enseignement de la façon dont l'initiative du délai s'est cassé les dents : l'importance de construire un large mouvement national mixte, regroupant les différents mouvements et groupes de femmes, les organisations du mouvement ouvrier, pour le droit à l'avortement. Son intervention doit se faire sur toutes les questions sociales, politiques et idéologiques liées à l'avortement : lutte contre l'influence réactionnaire de l'Eglise, infrastructures sociales, coûts et financements, rôle du pouvoir médical, débat sur l'institution de la famille. Son action comblera des luttes immédiates, partielles, avec une perspective d'ensemble qui est à terme celle d'une nouvelle initiative constitutionnelle. Dans les cantons où existe un rapport de forces favorable au droit à l'avortement, des batailles pourront servir de référence et contribuer à améliorer le rapport de forces national sur le plan cantonal.

Un aspect tout à fait décisif de la poursuite d'un travail après le 31 mars, la journée internationale pour le droit à l'avortement, est la capacité de toutes les forces qui ont contribué à sa préparation de continuer unitairement ce combat, en touchant par un travail d'information et de sensibilisation en particulier les femmes travailleuses, les organisations syndicales, en nouant des contacts avec le personnel des hôpitaux, contribuant ainsi à faire avancer le combat pour l'émancipation de la femme qui est étroitement lié pour nous à la lutte de la classe ouvrière pour un changement radical de société.

JMD

LMR IMPUS

GENEVE, "Forum maternité" : plus de cent personnes ont assisté au forum organisé le 23 mars. Après la présentation de l'initiative et une information sur les cas de licenciement de femmes enceintes, le débat a surtout porté sur la santé des femmes au travail, le rôle du syndicat et sur le contrôle, par les travailleuses(rs), des conditions de travail dans les entreprises.

LAUSANNE, Qu'est-ce que la LMR ? Sous ce titre, la section de Lausanne organise trois réunions avec ceux qui s'intéressent à la LMR et veulent en savoir davantage. La première séance, qui s'est déroulée le 21 mars, a traité des divers courants du mouvement ouvrier, de leur programme et des raisons de cette diversité. La seconde séance se tiendra le vendredi 27 avril, à 20h.15, au local de la LMR, 8bis rue de la Tour. Elle sera consacrée à une analyse du stalinisme et à la présentation des principales positions du courant trotskyste. Une troisième réunion, en mai, traitera de l'internationalisme et des tâches actuelles des révolutionnaires.

VAUD : assemblée ordinaire des délégués du cartel syndical vaudois

Samedi 17 mars, à la Maison du Peuple de Lausanne, une centaine de délégués (faible participation : 38 sections syndicales sur 99, 4 cartels locaux sur 10, c'est aussi la réalité syndicale vaudoise) ont discuté des activités du cartel.

Assemblée combative qui soutient par 43 oui contre 9 oui une motion de la section VPOD-VD-Etat refusant l'introduction de la TVA, revendiquant une plus forte imposition des hauts revenus et des grosses fortunes, une lutte efficace contre la fraude fiscale et une harmonisation fiscale entre cantons et communes. Le débat fut rude entre Béat Kappeler, économiste de l'USS et certains délégués de la VPOD, FOBB et FTMH notamment.

Autre débat : sur la publication de la motion dans la presse syndicale. Jean Clivaz, secrétaire central, avec l'aide des statuts, refusait de publier la motion dans la presse syndicale. Mais, l'assemblée refusa cette censure et il fut décidé de publier la motion. Affaire à suivre.

L'assemblée a encore discuté de la poursuite du travail sur un indice vaudois du pouvoir d'achat des travailleurs et refusé le statut de saisonnier. De même, elle appelle les travailleurs à signer l'initiative du PdT "un emploi pour tous", les initiatives maternité, sur les 4 semaines de vacances et sur les banques.

un délégué

Initiative pour la protection de la maternité:

La prise en charge des enfants n'est pas que l'affaire des femmes.

Elle nous concerne tous!

Signez l'initiative aux stands de la LMR !
Lisez notre brochure (56 pages, 4.- fr.),
en vente aux Librairies La Taupe,
Lausanne, 8bis rue de la Tour (23 05 91)
et Genève, 22 rue Saint-Léger (20 68 02)

Editorial-suite

(suite de la page 3)

reviennent, de leur propre chef, à une politique moins agressive. Et on ne peut avoir de tels vains espoirs que si l'on n'a rien compris à la période de crises économiques dans laquelle est entré le capitalisme. N'avoir aucune confiance dans les plans des patrons et de leur Etat, cela veut dire :

* ouverture des livres de compte (pour voir ce qu'ils trament derrière leurs phrases apaisantes);

* ne pas briguer de sièges dans des conseils d'administration (meilleur moyen de se retrouver du côté de son propre patron contre la... concurrence, c'est-à-dire contre les autres travailleurs !) mais imposer le contrôle des travailleurs eux-mêmes sur les cadences et les conditions de travail.

Pour cela, il faut absolument pouvoir compter sur chaque travailleur et travailleuse, surmonter les craintes, se tenir les coudes, parler ouvertement des conditions de travail, s'échanger les fiches de paie. C'est la voie de la solidarité contre celle de la capitulation :

* Unité avec les femmes : elles sont les premières victimes de l'offensive patronale, les premières licenciées. Les syndicats doivent combattre toutes les discriminations salariales ou sexuelles qu'elles subissent, devenir un instrument de défense pour tous, auquel les femmes peuvent activement prendre part et non pas se voir constamment agressées et méprisées.

* Unité avec les immigrés, qui ont souvent des expériences à rapporter de leur pays, contre lesquels sera toujours jouée la carte chauviniste si on ne prend pas ouvertement leur parti.

* Unité avec les jeunes et les plus âgés, eux aussi les plus réprimés, qu'ils soient apprentis et confinés à des travaux auxiliaires ou proches de la retraite et à ce titre constamment chicanés, condamnés aux travaux rébarbatifs.

* Il est nécessaire également d'encourager la solidarité entre travailleurs du secteur privé et du secteur public, où, sous couvert de "caisses vides", la bourgeoisie a imposé (dans les PTT, les CFF et la santé surtout) une violente accélération des rythmes de travail et un blocage du personnel.

Pour le front unique ouvrier !

Sans l'unité d'action de toutes les organisations du mouvement ouvrier, il n'y a aucun espoir de trouver les forces pour faire reculer la bourgeoisie.

Après le torpillage de l'initiative 40 heures POCH-PSA-LMR par l'USS, après le retrait scandaleux de l'initiative 40 heures de l'USS et la dérive du PSS d'un côté, du POCH-PSA-PdT de l'autre, vers d'illusoire "initiatives de crise", la revendication décisive d'une réduction immédiate du temps de travail s'est trouvée politiquement reléguée au second plan.

Nous appelons toutes les organisations ouvrières à participer à une conférence sur la reprise de la lutte pour la réduction du temps de travail. Notre ennemi sait fort bien réaliser l'unité pour nous pressurer; contre une telle force, seule l'unité de tous les travailleurs, au-delà des particularités de chaque branche, de chaque convention collective, peut le faire céder !

Le bureau politique de la LMR

la brèche du 31 mars 1979, page 4



Elections genevoises :

Réponse à la Voix ouvrière

Lundi 19 mars 1979

VOIX OUV

Genève

ELECTION MUNICIPALE EN VILLE

Sabotage

Nous avons publié mercredi dernier un bref compte rendu d'une conférence de presse organisée par le "Ligue marxiste révolutionnaire" (LMR) pour annoncer le dépôt d'une liste de candidats à l'élection du Conseil municipal de la Ville de Genève.

Bien que cette entrée en lice de la LMR, dans une commune où chacun s'accorde à penser qu'un changement de majorité est possible, soit de nature à diminuer les chances de succès de la gauche, les organes dirigeants de l'un et l'autre des deux partis directement visés n'ont encore publié aucune déclaration officielle à ce propos.

Cela ne saurait pourtant tarder tant est évidente la volonté de la LMR d'empêcher une importante victoire des forces ouvrières et populaires en Ville de Genève.

Et ce n'est pas l'appel de la LMR à voter les listes du Parti du Travail ou du Parti socialiste dans les autres communes où une majorité de gauche n'est

qu'une envisageable qui fera perdre de vue qu'elle se présente, sans aucune chance de succès et avec pour seul effet de faire perdre des voix à la gauche, dans la commune où une nouvelle majorité est à portée de main.

Personne ne saurait douter que le nombre de voix qui peut recueillir la LMR ne dépassera guère quelques centaines, que au total n'atteindra pas (et de loin) le quorum de 7% et que par conséquent ces voix seront perdues pour la gauche. La LMR prend ainsi la lourde responsabilité de compromettre l'avancement d'une nouvelle majorité et l'on imagine pas quelle n'en est pas consciente.

Il est donc certain que les deux partis de gauche vont officiellement réagir, mobiliser leurs forces et appeler les électeurs de la Ville à faire choix à cette tentative délibérée de division, d'affaiblissement, et en un mot de "sabotage" au profit de la bourgeoisie.

Chers camarades,

La VO du 19 mars a qualifié de "sabotage" la candidature de la LMR. Nous demandons droit de réponse pour préciser ce qui suit :

1. vous défendez le pluralisme mais vous déniez à la LMR le droit de présenter une candidature ! Si vous aviez critiqué notre programme politique, le débat serait différent. Vous n'en dites rien. En nous traitant de saboteurs, c'est votre conception du "pluralisme" que vous donnez à voir !

2. le quorum de 7 o/o est l'un des plus élevés de Suisse. Nous n'en sommes pas responsables mais ni le PSG ni le PdT ne le combattent. Certes, la LMR est un parti minoritaire du mouvement ouvrier. Depuis quand faut-il être assuré du quorum pour défendre ses positions politiques ? Le refus de la PFS, des tarifs hospitaliers, où la LMR a joué un rôle important, montrent que cette minorité n'est pas sans



Buts : 18e Mar
Mustapha (2-0) ; 51
CS Chénôves
Berli : Ruffi, Damos
ner, Mustapha, Bardi
Mami, Tach
Herve Revelli
Chasson - Progg
Pressing Graf, Bino
Jegrini, Michaelis
Martirelli, Rehman
Otto Lantrop
Arbitre : M. He
egg
Notes : Stade de
1250 spectateurs,
et pluie pendant
Chasson joue sans
co, Curcinotta (clic
tépénement sans
Chasson est privé
perdu. Avertisseur
(50e), Graf (71e)
Damont (17e) et
Changements de J



Un éc

Genève: les travailleurs sociaux débrazent!

Le 14 mars dernier, les travailleurs sociaux genevois se sont mis en grève. Ils réclamaient une augmentation salariale qui correspond à 3 classes de l'échelle de traitement de l'Etat. Cette revendication a été avancée il y a trois ans lors du résultat de l'évaluation des fonctions. Nous avons interrogé un travailleur social militant à la VPOD.

la brèche : Tu as participé au débrazage du 14 mars, peux-tu nous expliquer les origines de cette lutte ?

travailleur social : Il faut remonter à quelques années en arrière, c'est-à-dire à fin 1975, lorsque toutes les fonctions de l'Etat de Genève ont été évaluées et que chaque employé s'est vu assigner la classe salariale à laquelle il pouvait accéder suivant sa fonction. A mon avis, les syndicats de la Fonction Publique n'ont pas réagi à temps à cette opération et malgré leur opposition théorique au système d'évaluation, ils n'y ont opposé aucune alternative sous forme de revendications. La seule riposte proposée par les syndicats a été de recourir massivement contre ces décisions. C'est ce qu'ont fait collectivement les travailleurs sociaux.

b. : Est-ce que ce n'était pas déjà reconnaître un système d'évaluation dont l'arbitraire était pourtant évident ?

t.s. : En ne développant pas un rapport de forces suffisant pour s'opposer à l'évaluation, les syndicats n'ont pu que reconnaître le système de fait. La division des fonctionnaires était ainsi accentuée et les seules ripostes

possibles (recours collectifs ou individuels) ne pouvaient que revêtir un caractère corporatiste. Les travailleurs sociaux ont tenté de dépasser partiellement ce fait en intégrant plusieurs professions dites sociales (assistants sociaux, éducateurs, etc.) à leur recours collectif.

b. : Mais n'y a-t-il pas une ambiguïté à utiliser les mêmes critères que l'Etat pour déposer un recours ?

t.s. : Certainement. Tout en dénonçant l'arbitraire des critères, nous les avons repris un à un et nous avons fait la démonstration que nous parvenions à la classe 16 s'ils étaient articulés tel que nous l'entendions. Ceci est d'ailleurs valable tant pour les travailleurs sociaux que pour l'ensemble des autres professions.

b. : Cette évaluation ayant eu lieu en 1976, pourquoi en arrivez-vous alors à mener votre lutte maintenant ?

t.s. : C'est relativement simple. Nous avons utilisé tous les moyens "légaux" pour nous faire entendre et le Conseil d'Etat n'a fait connaître sa position qu'à fin

1978. Les travailleurs sociaux ont décidé en assemblée générale que la réponse de l'Etat était insatisfaisante, ils ont posé un ultimatum avec préavis de débrazage en cas de refus.

b. : La grève du 14 mars a-t-elle été bien suivie et comment entendez-vous poursuivre la lutte ?

t.s. : 160 travailleurs sociaux sur 200 ont débrazé. L'assemblée générale a décidé de reconduire le débrazage en cas de nouveau refus du Conseil d'Etat d'ici au 29 mars, elle s'est également jointe aux éducateurs du semi-privé qui revendiquent une convention collective actuellement bloquée par le Conseil d'Etat. Il est clair que d'autres problèmes ont surgi qui sont liés à la politique de restrictions budgétaires de l'Etat et au rôle de contrôleur social que nous sommes amenés à jouer dans cette période de crise. Ces aspects ont commencé à être abordés dans différents groupes de travail sans toutefois aboutir à des revendications précises. Le mouvement est soutenu par

la VPOD, la FAMCO et d'autres groupements. Malheureusement, le syndicat chrétien s'est désolidarisé du mouvement, estimant que cette lutte était corporatiste et ne répondait pas aux besoins des salariés de la fonction publique. C'est regrettable !

b. : Ne penses-tu pas qu'on doive mettre aujourd'hui la priorité à des revendications d'ensemble pour la Fonction Publique ?

t.s. : Je suis tout à fait d'accord et c'est d'ailleurs ce qui se fait au niveau des hôpitaux. De plus, au niveau de la FChP et de la VPOD, une plateforme unitaire est en discussion et il est à espérer qu'elle débouche sur une mobilisation d'ensemble. Je pense qu'une victoire des travailleurs sociaux ne peut que renforcer cette perspective, comme elle peut impulser la défense de revendications salariales vers d'autres catégories de personnel qui se trouvent au bas de l'échelle des traitements.

correspondant,
20 mars 1979

Le sens d'un soutien

Le mouvement des travailleurs sociaux revêt quelques ambiguïtés de par sa dimension corporatiste. Cette réalité peut néanmoins être dépassée, tant par les moyens de lutte avancés qui sont utilisés que par la perspective de l'élargissement du mouvement à d'autres travailleurs de la Fonction publique. On pourrait donc comprendre la position du SEIS (travailleurs sociaux des Syndicats Chrétiens) qui est de défendre "un nouveau type de revendications

et d'actions, plus unitaires, au terme d'élargissement aux autres professions employées dans le secteur social (...) et en articulation étroite avec les autres salariés de l'Etat...". Mais comment le SEIS peut-il défendre cette position alors qu'en même temps il se désolidarise du débrazage et se met à l'écart du mouvement ? Ce n'est pas une telle attitude qui va sensibiliser les travailleurs sociaux à des revendications plus larges ! Pour notre part, nous sou-

tenons ce mouvement et nous appelons toutes les forces du mouvement ouvrier à en faire autant; une victoire des travailleurs sociaux peut en effet favoriser une réponse combative et unitaire de l'ensemble des salariés de la Fonction Publique à la politique d'austérité du Conseil d'Etat, et ceci tant au niveau des salaires qu'à celui d'autres revendications d'ensemble comme la diminution du temps de travail ou l'augmentation des effectifs.

Ber.

Conférence nationale de la LMR sur le travail femmes

Contre l'oppression, contre le capital !

Les 17 et 18 mars, une centaine de délégué(e)s ont tenu la première Conférence Nationale de la LMR sur le "travail femmes" de l'organisation — terme qui recouvre l'ensemble de notre activité dans le combat pour l'émancipation des femmes.

Deux textes étaient soumis à cette Conférence : des thèses d'orientation et un programme de travail pour les prochains mois. L'un et l'autre ont été adoptés à une très large majorité sans opposition. Au vote des thèses cependant, 8,2 o/o des délégué(e)s se sont abstenue(s), après avoir entre autres été minorisés sur des amendements concernant notre conception du mouvement des femmes et les structures internes de la LMR.

Avant de revenir sur ces points importants du débat, il faut souligner l'apport de cette Conférence pour toute la LMR. Trois ans après un premier débat général lors de notre 3e Congrès, elle a permis de faire le point sur le développement du mouvement des femmes et de redéfinir la responsabilité de toute l'organisation (pas seulement des femmes !) pour impulser un mouvement des femmes indépendant et de masse, intégrer sa lutte à celle du mouvement ouvrier et montrer le lien étroit qui unit la lutte des femmes pour leur émancipation et le programme révolutionnaire d'ensemble pour l'émancipation de la classe ouvrière. Les thèses le formulent ainsi : "La lutte pour l'émancipation des femmes est indissociable de celle pour l'émancipation de tous les salariés. Mais à l'inverse, il ne peut y avoir de programme révolutionnaire, intégrant les intérêts et les besoins de toutes les masses exploitées et opprimées, sans intégrer à ce programme les revendications politiques et sociales indispensables pour combattre l'oppression des femmes. Cela va des objectifs immédiats et spécifiques contre toute discrimination, pour les droits à l'égalité et à l'indépendance des femmes jusqu'aux objectifs fondamentaux de la socialisation de la production et des échanges et de la planification démocratique d'une société socialiste. Notre intervention dans le mouvement des femmes se fonde donc sur ce programme d'ensemble pour le faire évoluer vers cette perspective et donc faire pénétrer le combat des femmes dans le mouvement ouvrier. Pour développer dans ce sens le mouvement des femmes, il faut — à la différence des projets réformistes — se fonder sur une claire conception de l'indépendance de classe des travailleurs face au patronat, à ses partis et son Etat."

Si personne ne conteste cette orientation, encore faut-il qu'elle s'exprime dans l'activité pratique de la LMR. A cet égard, cette Conférence traduisait l'effort de tou(te)s les militant(e)s pour en débattre les implications. Pendant trois mois de débat, sanctionné par l'élection de délégué(e)s sur les bases des amendements les plus importants, la LMR a débattu de la nature du mouvement des femmes aujourd'hui, des perspectives du mouvement, de l'intervention de la LMR et de l'effort interne à donner pour "féminiser" l'organisation, c'est-à-dire autant intégrer le féminisme à notre activité quotidienne que favoriser la participation des

femmes dans l'organisation. Un indice : 48 o/o des délégué(e)s étaient des femmes, une proportion bien supérieure à la moyenne des sections et du Comité Central (25-30 o/o).

L'appréciation du mouvement des femmes ces dernières années a fait l'objet principal du rapport de la déléguée de la IV^e Internationale venue présenter les thèses soumises à ce sujet au prochain Congrès Mondial. Partout, le mouvement des femmes s'est élargi et diversifié. Dans les pays où la lutte de classe est la plus avancée, comme en France, en Espagne ou en Italie, il pénètre le mouvement ouvrier traditionnel. Ses revendications entrent en conflit avec la politique des directions réformistes qui subordonne les intérêts des salariés à la politique d'austérité de la bourgeoisie. Ainsi, les travailleuses italiennes se sont catégoriquement opposées au travail à mi-temps accepté par les directions ouvrières en exigeant la réduction du temps de travail pour toutes et tous, de même en Belgique le mouvement des femmes exige du PSB qu'il ne rentre au gouvernement que s'il ne cède pas sur le droit à l'avortement. Mais l'exemple le plus frappant est la révolte des femmes iraniennes contre le port du voile qui a ouvert la première brèche dans la volonté du gouvernement Bazargan de remettre les masses à l'ordre... islamique.



La principale conclusion politique qui en a découlé a fait l'objet d'une importante discussion à cette Conférence. Des camarades défendaient en effet la position, adoptée il y a trois ans, qui accorde un rôle privilégié aux groupes autonomes non-mixtes du mouvement des femmes pour garantir la prise de conscience et l'expression des besoins des femmes. Evidemment, seul un mouvement indépendant dans ses décisions et ses actions, décidé à mener sans concession la lutte en fonction des besoins des femmes, et qui impulse l'organisation des femmes entre elles peut permettre cette prise de conscience et une audience sociale large. Mais il n'y a pas de "partage des fonctions" entre les groupes non-mixtes et des commissions féminines syndicales, des groupes mixtes pour une campagne précise ou d'autres structures du mouvement des femmes. Car la lutte pour

l'émancipation des femmes doit justement viser à pénétrer l'ensemble de la société, le mouvement ouvrier en particulier. Dès lors, la priorité doit être donnée à l'unité de tous les groupes de femmes, mixtes ou non, liés à un syndicat, une association d'immigrés, ou autonomes, afin qu'ensemble ils affirment les besoins des femmes sans les subordonner aux intérêts d'un parti ou d'une association. L'obstacle auquel se confronte le mouvement des femmes n'est pas seulement celui du chauvinisme mâle qui règne dans le mouvement ouvrier et dans la société, mais aussi les traditions de collaboration de classe qui ont conduit à défendre les intérêts des travailleurs suisses les plus privilégiés au détriment des catégories les plus discriminées (immigrés, femmes, jeunes, par exemple). Pour surmonter cet obstacle, l'action commune des groupes de femmes indépendants et dans le mouvement ouvrier est indispensable.

En d'autres termes, le développement du mouvement des femmes dépend de sa capacité à contester le régime capitaliste. Cela est ressorti du débat sur les perspectives à venir. Celui-ci est resté encore bien en-deçà de ce qui aurait été nécessaire, mais il a néanmoins progressé sur deux points. D'abord, en soulignant l'importance de relancer un mouvement large pour le droit à l'avortement afin de riposter aux tenants de "oui à la vie" et de ne pas s'enliser — comme le font les réformistes — dans le piège de la "solution fédéraliste" (qui perpétue les discriminations devant le droit à l'avortement au nom d'une politique de "petits pas" qui n'en sont pas). Ensuite, sur la revendication "à travail égal, salaire égal", où le débat a montré les limites de cette formulation égalitaire générale tant que le mouvement ouvrier ne combat pas clairement toutes les discriminations (pas seulement les salaires, mais en matière de qualification, de sécurité sociale, de comportement sexiste des petits chefs, de partage des tâches domestiques, etc.). Le refus de l'initiative sur "l'égalité des droits" par le Conseil fédéral va mettre à l'ordre du jour la discussion de ces questions dans le mouvement des femmes comme dans les organisations ouvrières, et l'on verra bien que le postulat de l'égalité (comme le dit souvent l'USS) reste loin d'être réalisé aussi à cause du respect de la "paix sociale" qui permet au patronat de jouer sur toutes les divisions entre salarié(e)s.

La discussion a porté dès lors sur le rôle des commissions féminines syndicales, mais plus encore sur l'avenir du mouvement des femmes. Tout le monde s'accorde à constater qu'il connaît un processus de recomposition important. Sans préjuger des formes que ce processus pourra prendre, la Conférence a insisté sur l'urgence de favoriser une politique d'unité dans le mouvement et de coordination (locale et nationale) beaucoup plus systématique de tous les groupes femmes, afin de redonner au mouvement une structure plus permanente et efficace.

Cette conférence en a marqué la volonté. Il reste à la développer !

La VPOD: un syndicat qui change? (1)

Dans le domaine syndical, il y a une fédération qui fait souvent parler d'elle, plus souvent que la majorité des autres fédérations de l'Union syndicale suisse : c'est la VPOD. Ces derniers mois, on l'a mentionnée à propos de plusieurs luttes : la grève de la TAT à Zurich, les débrayages du CHUV à Lausanne, la grève de certains travailleurs sociaux à Berne et la grève des assistants sociaux à Genève (dans ce dernier cas, la VPOD n'était pas seule de la partie). Dans les lignes qui suivent, nous allons tenter de mieux cerner cette fédération syndicale, et de souligner les problèmes particuliers qui se présentent au travail syndical dans la fonction publique.

Qu'est-ce que la VPOD ?

Formé sous le nom de Fédération des ouvriers des communes et de l'Etat en 1905, ce syndicat a d'abord regroupé des travailleurs

communaux tels que les employés de tram ou les ouvriers d'usines à gaz. Au début des années 20, elle prend son nom définitif : Fédération du personnel des services publics (Verband Personals Oeffentlicher Dienste). A l'heure actuelle, elle regroupe un peu plus de 40 000 syndiqués répartis en 200 sections environ. Quatrième fédération syndicale par les effectifs, la VPOD n'est pas un ensemble homogène : on y trouve de toutes les professions, depuis l'infirmière et le balayeur en passant par le garde-fortification, le tailleur militaire et l'assistant social... jusqu'aux conseillers fédéraux socialistes ! Cette diversité des professions reflète la diversité des tâches qu'accomplit le secteur public et ne facilite pas le développement d'une conscience syndicale réelle. Souvent encore, la VPOD est une mosaïque de sections où les intérêts strictement professionnels (quel-

quefois corporatistes) passent avant la défense de la condition de salarié-employé de l'Etat.

Cette diversité est encore accrue par le fait que les employeurs sont nombreux et d'un type particulier (Confédération, cantons, communes et établissements semi-publics comme les institutions médico-sociales pour la vieillesse, les handicapés, etc.). La répartition des syndiqués selon leur employeur était la suivante en 1975 :

Confédération	2 300
Cantons	9 400
Communes	15 000
Divers	6 000
Retraités	7 300

Quelques remarques à propos de ces chiffres :

* le nombre de retraités dans la fédération est relativement important et fait qu'en 1975 60 o/o des membres ont plus de 46 ans alors que la tranche d'âge de 18 à 35 ans représente 19,4 o/o des effectifs.

* C'est le personnel communal qui représente encore le gros des effectifs (près de 40 o/o). Nous avons dit "encore" car la situation est en train d'évoluer. Alors que depuis le début des années 50 les effectifs du personnel communal sont restés stables (autour des 15 000 membres), le personnel des administrations cantonales a régulièrement crû. Ce phénomène s'explique pour deux raisons. La première, que depuis 20 ans, c'est surtout l'administration des cantons qui se développe, dans la mesure où de nombreuses tâches — exigeant du personnel — leur sont réservées (enseignement, santé, secteurs sociaux). La seconde raison, c'est que la syndicalisation est très faible dans les administrations cantonales (où le personnel manuel et ouvrier a été peu nombreux, contrairement aux administrations communales) et que le développement des secteurs "sociaux" a amené au service de l'Etat des personnes

qui se sont petit à petit tournées vers le syndicat, en y apportant leurs préoccupations nouvelles nées de la crise sociale actuelle.

On assiste donc de plus en plus au sein de la VPOD à l'existence de deux "syndicats" différents. D'un côté, des sections de personnel communal, fortement implantées (Zurich-ville compte plus de 6 000 membres syndiqués sur une administration d'environ 15 000 personnes) ayant une longue tradition de négociations avec les autorités et s'appuyant en priorité sur les élus socialistes dans l'exécutif et le législatif de la commune pour défendre leurs revendications. Depuis la fin de la 2^e guerre mondiale, il n'y a quasiment pas d'exemples de grèves dans ce secteur (en 1946 à l'usine à gaz de Vevey et en 1947 à l'office du tourisme et du développement de Davos).

De l'autre côté, des sections de personnel cantonal

où les enseignants, le personnel hospitalier et les travailleurs sociaux prédominent. Ce sont des sections ayant connu une forte croissance ces dernières années, sans beaucoup de pratique et de tradition syndicales, mais aussi prêtes à s'engager dans les voies d'un syndicalisme plus combatif. De plus, elles font souvent face à une situation où leur implantation est encore faible (10 à 20 o/o du personnel) et où le poids électoral de la gauche dans les institutions n'est pas suffisant pour laisser croire que les revendications seront satisfaites par la simple voie parlementaire.

Le danger est réel que se produise une coupure nette au sein de la VPOD entre ces deux "blocs", que recoupe d'ailleurs souvent en plus la barrière des langues.

Clo.
(à suivre)

Les ravages de la division

23 mars : 100 000 travailleurs, en majorité des sidérurgistes lorrains, manifestent à Paris à l'appel de la CGT. La centrale syndicale a atteint un de ses objectifs : démontrer qu'elle reste la principale force organisatrice de la classe ouvrière française. Mais quel résultat pour les travailleurs ? Le gouvernement Giscard-Barre n'en bascule pas pour autant, malgré la profondeur de la crise et des tensions internes de la bourgeoisie française. Car les organisations ouvrières, divisées, le laissent gouverner...

"TOUT CELA POUR RIEN" !

Pourtant, jamais la crise du capitalisme n'a été aussi évidente, violente. A Denain, ville minière où les puits ont été remplacés, depuis la fin de la guerre, par le géant de la sidérurgie USINOR, une femme explique (Trib. de Genève, 23.3.79) : "Usinor, pour nous tous, était un géant inattaquable. On avait construit un canal à grand gabarit pour ses convois flottants, on l'avait relié à l'autoroute, à la voie ferrée... Tout ça pour rien !"

C'est cela, l'anarchie capitaliste ! La crise élimine machines, installations, travailleurs, parce que le profit n'est "plus intéressant". A Usinor-Denain, 5 000 emplois doivent être supprimés sur 6 500, sans compter tous ceux qui vivent indirectement de ces emplois dans cette ville ouvrière.

Le gouvernement Barre a planifié de longue date ces restructurations, avec les barons de l'acier. Mais comme le dit le même journal, il a attendu la "victoire" électorale de 78 pour les mettre en oeuvre, car avant "s'attaquer à la sidérurgie comme on le fait aujourd'hui aurait été faire le lit de la gauche". Les résultats des élections cantonales, où plus de 50 o/o des voix se sont portées sur le PS et le PC, montrent que le calcul n'est pas faux. Malgré les divisions de la gauche, l'écrasante majorité des travailleurs français a voté pour elle, pour en finir avec les licenciements qui se succèdent, de plan Barre en plan Barre, et surtout depuis mars 1978.

UN PARLEMENT POUR LES BOURGEOIS !

D'autant plus que la colère gronde chez les travailleurs : sidérurgie, PTT, SNCF, télévision, etc... les grèves se succèdent, démarrées (comme aux PTT) même contre une simple sanction frappant un travailleur, prenant en Lorraine la forme d'actions directes et dures.

Cette situation, dominée par la combativité ouvrière et la division de la gauche, Chirac s'en est servi pour imposer une session extraordinaire du parlement. Tout en s'attaquant à la politique économique Barre, il se garde bien d'ouvrir

une crise dans la "majorité". Son but est différent, et Giscard ne s'y oppose pas : revaloriser les institutions parlementaires pour créer un "tampon" entre le mécontentement social et le pouvoir. Forts de leur majorité en sièges, le RPR et les giscardiens peuvent se permettre cette mascarade. Le Figaro, défenseur intransigeant du régime présidentiel de la V^e République, en vient lui-même à souhaiter un parlement type IV^e République où "les chocs les plus violents trouvaient au Palais-Bourbon leur traduction parlementaire, source d'apaisement sinon de solution" ! On ne saurait être plus clair sur la fonction du parlement !

Cette session extraordinaire a en effet été une incroyable mascarade, ponctuée d'insultes, de sorties, rentrées et effets oratoires ! "Le Monde" commente : "Chacun sortait affaibli d'un débat qui avait surtout donné le spectacle d'un échiquier politique en miettes". C'est que la bourgeoisie française hésite par RPR et UDF interposés, entre le maintien de Barre ou le risque d'une crise politique ouverte. Ces hésitations sont nourries aussi par le fait que, face à un RPR déclinant, Giscard et sa majorité présidentielle n'ont pas pu mettre en place un véritable parti de masse bourgeois, lui assurant une base sociale solide comme les démocraties chrétiennes allemande ou italienne.

Le PS et le PC, engagés dans leurs divisions depuis des mois, entrent l'un et l'autre dans le jeu. Marchais ne décriait-il pas Giscard qui "a tout mis en oeuvre pour caricaturer l'Assemblée Nationale" ? Celle de la V^e République, installée par un coup d'Etat militaire et jadis décriée par le PCF ! Celle qui cautionne le résultat électorale de mars 78 qui donne une majorité de sièges aux partis minoritaires !

DIVISION ET COLLABORATION DE CLASSE

Mais pourquoi le PS et le PC n'unissent-ils pas leurs forces ? Pour répondre à cette question, largement répandue parmi les travailleurs, il faut bien comprendre que leurs divisions renvoient à des projets différents d'une stratégie qui, sur le fond pourtant, vise au même objectif : corriger le capitalisme par la voie démocratique pour passer, "progressivement", au socialisme.

Les débats des congrès du PS et du PC le montrent (voir article ci-contre). Mais ceux qui traversent le mouvement syndical sur la réponse à donner aux licenciements l'illustrent tout autant. En Lorraine, par exemple, la CFDT et la CGT se querellent sur le plan de reconversion et de maintien des emplois le plus efficace. Mais l'une et l'autre ont abandonné les nationalisations, qui étaient au coeur de la

CE N'EST PAS UNE FATALITE !

Face à Giscard-Barre,
la division et l'éparpillement des luttes ne sont pas inévitables

Les travailleurs ne sont résignés ni au chômage ni à l'austérité. A preuve, la levée en masse et la détermination des sidérurgistes gagnant des régions entières contre le "plan acier", la multiplication des mouvements qui se passent le relais sans jamais vraiment cesser, dans les PTT, à l'EDF, à la SNCF, à l'ex-ORTF, dans les assurances, dans l'Education nationale et aussi dans d'innombrables entreprises : Sotracomet, Mavilor, Bauknecht...

Et ce gouvernement perd bien vite sa belle assurance dès qu'une mobilisation s'entête à ne pas céder comme à Longwy et à Denain. Et toutes ces luttes en cours ne sont pas autant de contestations isolées dans un pays gagné au réalisme brutal de Barre : une leçon du premier tour des cantonales, c'est qu'une fois de plus la majorité de la population veut en finir avec la "majorité" présidentielle et demande au PC et au PS de prendre leurs responsabilités !

Alors une idée de bon sens fait son chemin parmi les travailleurs et les militants : subir ce gouvernement et sa politique anti-ouvrière, ce n'est pas une fatalité. Si on y allait ensemble !

Ensemble tous les travailleurs de l'acier, unis dans une même grève générale de toute la sidérurgie et gagnant la solidarité de leurs camarades européens pour que pas une tonne d'acier ne parvienne aux patrons de la métallurgie et du bâtiment !

Ensemble, avec les sidérurgistes, tous les métallurgistes refusant le chantage au chômage pour supporter toutes les atteintes à leurs conditions de travail et de salaires, mobilisés pour les 35 heures, la cinquième équipe, les 33 h 36 pour les postés, la défense et l'amélioration de leurs revenus menacés par les dernières conventions départementales !

Ensemble, les postiers, les cheminots, les électriciens et gaziers, les personnels de l'ex-ORTF, de l'Education nationale, tous les fonctionnaires, tous les titulaires et auxiliaires voués aux salaires de misère, au nom d'une sécurité de l'emploi remise largement en cause par le démantèlement et la rentabilisation des services publics !

Ce gouvernement, sa politique d'austérité et de

chômage ne résisteraient pas à ce "tous ensemble", à cette censure des travailleurs mobilisés.

Qu'est-ce qui s'y oppose ?

Qu'est-ce qui a empêché que la marche du 23 mars soit beaucoup plus que la seule manifestation cégétiste des sidérurgistes et des quelques régions touchées par le "plan acier" ?

Qu'est-ce qui a empêché qu'elle soit la formidable démonstration unitaire nationale, interprofessionnelle, de la force des millions de travailleurs de tous les secteurs en lutte et des millions de partisans d'un "tous ensemble" contre ce gouvernement et sa politique ?

Rien ! Rien, sinon cet incroyable acharnement des directions des grands syndicats et partis ouvriers à cultiver la division des rangs ouvriers, à éparpiller les luttes, à refuser toute épreuve de force avec ce gouvernement sous prétexte qu'il n'y aurait point d'alternative politique. Et bien ! cette division, cet éreintement des mobilisations, ce parti pris de Giscard-Barre, pas plus que le chômage et l'austérité ne sont une fatalité à laquelle il faudrait nous résigner !

L'UL CFDT de Longwy, les postiers du tri de Rouen-Gare (parmi d'autres exemples), à leur niveau, en témoignent.

Travailleurs et militants, il nous faut tirer la leçon de ces trois derniers mois de luttes.

Le tous-ensemble pour nos revendications et contre ce gouvernement, l'unité pour la grève générale, un gouvernement du PS et du PC imposé par la mobilisation contre Giscard-Barre, voilà les objectifs, si nous refusons de faire les frais de la crise. Ils sont à la hauteur de la combativité et des aspirations de millions de travailleurs. Et sur ces objectifs, il nous faut mener bataille dans les sections syndicales et les assemblées de travailleurs.

Et nous ferons tout pour que, dans les luttes, les travailleurs et militants les prennent en charge et que leurs assemblées souveraines, leurs comités de grève représentatifs, élus et coordonnés, en soient les garants contre toutes les manoeuvres des directions réformistes. C'est la perspective immédiate dans toute la sidérurgie.

campagne électorale de 1978, et négocient avec le patronat (comme maintenant en acceptant l'abandon des 90 o/o du salaire garantis aux chômeurs) des "mesures transitoires" pour faire face à la situation.

Comment s'expriment ces différences entre le PS et le PC ? Dans les grandes lignes, le PS et la CFDT mettent davantage l'accent sur une gestion économique "plus efficace" de la crise, qui promet des transformations "qualitatives" de structures pour sauver le capitalisme français, alors que de son côté le PCF et la CGT se replient sur des positions de "défense" plus intransigeantes... au nom de la défense de l'économie nationale contre les bradeurs étrangers !

LA BASE DECONTENANCEE

"Ce qu'ils veulent, c'est qu'on brandisse bien haut le sigle



syndical. Ils ne sont pas foutus de s'entendre. Si ça continue, il faudra qu'on manifeste sans sigle" (un délégué CFDT de Sedan). Plus la crise s'aggrave, moins ces divisions syndicales sont compréhensibles pour les travailleurs. Dans toute la préparation de la marche du 23 mars sur Paris, des réactions de ce type se sont manifestées. Les grévistes de la télévision (SFP) adoptaient la résolution suivante :

"Nous, travailleurs de la SFP, en grève depuis 25 jours pour défendre notre emploi, et pour la production nationale de radiotélévision, nous nous sommes déjà adressés aux confédérations syndicales, en leur demandant d'organiser une marche nationale sur Paris. Tant notre propre situation que les situations que nous avons rencontrées dans les multiples entreprises ou régions en lutte où nous nous sommes

rendus, se traduisent notamment par une ample volonté de convergence des luttes, rendant plus que jamais nécessaire que cette marche se fasse dans l'unité.

Malheureusement, aujourd'hui, plusieurs propositions se trouvent en présence. Nous, grévistes de la SFP, nous demandons à nouveau aux confédérations d'organiser dans l'unité une marche interprofessionnelle sur Paris, cette marche pouvant contribuer puissamment à créer un rapport de forces capable d'imposer des négociations dans toutes les entreprises et régions concernées.

Aux fonderies Manil (Ardennes), la CGT appelle à un plan national des syndicats contre les licenciements en précisant : "Pas un jour ne passe sans que l'une ou l'autre des confédérations syndicales ne porte des attaques aux autres. Il faut pourtant comprendre que l'ennemi n'est pas dans nos rangs, l'ennemi c'est le patronat et l'Etat qui est à son

PS, PC, quels débats ?

Un an après l'échec électoral de l'Union de la Gauche, mais un an aussi durant lequel la combativité ouvrière s'est affirmée, le PS et le PC préparent chacun leur congrès. Comment s'y manifestent ces deux aspects de la situation ?

LE PS : L'EQUILIBRISME

Le Parti Socialiste français, sous l'égide de Mitterrand, s'est recomposé ces dernières années dans le cadre de l'Union de la Gauche, jusqu'à devenir "le premier parti d'opposition". Tant que l'échéance électorale de 1978 restait devant lui, avec la perspective d'accéder au gouvernement, un consensus s'était établi entre les différents courants derrière la figure de Mitterrand. La division de la gauche, l'échec électoral ont fait éclater ce consensus.

D'aucuns diront : c'est la preuve que le PS, à la différence du PC, est un parti démocratique, ouvert ! Il s'en faut...

Le bilan de l'Union de la Gauche

Car le point essentiel du débat entre Mitterrand, Rocard, Mauroy et le CERES est le suivant : comment confirmer au mieux l'image du PS comme parti de gouvernement, capable de gérer les affaires de la bourgeoisie, sans perdre l'écho que l'Union de la Gauche lui a permis de reconquérir dans une partie de la classe ouvrière ? P. Viveret écrit dans "Faïre" : "Le PS a d'autant moins de chances d'être préservé que son existence politique est, plus que tout autre chose, conditionnée par sa capacité d'être un parti au pouvoir" (déc. 78). La vieille définition de la social-démocratie, celle du "restaurant ouvrier pour une cuisine bourgeoise", pèse manifestement sur tous les débats ! Viveret redoute de voir le PS ne pas être "préservé" des tensions entre son audience parmi les salariés et le poids de ses notables dans les institutions de l'Etat...

C'est dans ce cadre que se situe le débat, entre Mitterrand et Rocard surtout, sur le bilan de l'Union de la Gauche. Pour Mitterrand, le bilan est positif car il a permis de reconstituer le PS et même de lui donner le poids principal pour espérer accéder au pouvoir. La force principale de cette position est de maintenir pour le PS — dont l'implantation ouvrière est sensiblement plus faible que le PCF — la perspective d'une audience dans la classe ouvrière. Mais comment rétablir cette Union de la Gauche lorsqu'elle est à ce point divisée ? Du coup, c'est aussi la perspective d'accéder au pouvoir qui est reportée !

Rocard fonde ses critiques à Mitterrand sur ce point. Et de se présenter comme un gestionnaire intelligent, économiquement "rigoureux", capable de défendre un projet de gestion du capitalisme si nécessaire sans le PCF. Il faut, disait-il à la Convention du PS d'avril 78, "prendre une juste mesure de la contradiction entre l'impatience légitime des travailleurs et le temps qu'il faut pour que des transformations de structures portent leurs fruits". Sous ce langage, Rocard ne fait que vendre une politique d'austérité ! Les "transformations de structure" exigent de la patience... Ainsi — et là-dessus Rocard et Maire, secrétaire de la CFDT sont très proches — les "socialistes" doivent accepter aujourd'hui certaines restructurations nécessaires... pour atteindre demain ce qu'on appelle une nouvelle qualité de vie, du travail, voire même l'autogestion. Un projet que bien des socialistes suisses partagent volontiers. Dans la sidérurgie française, son principal effet est de reporter à demain la lutte pour les nationalisations, la réduction du temps de travail avec maintien du salaire, afin de trouver des "solutions" viables (dans le cadre des lois du marché) à l'industrie française. Toutes les interventions disant qu'il faut "tenir compte du qualitatif et non seulement du quantitatif", chères au PS et à la CFDT, recouvrent ce projet : remettre au-delà des "transformations de structure" la perspective d'une rupture avec le régime capitaliste.

C'est bien la gestion du capitalisme en crise qui est au coeur de ce débat, arbitré par Mauroy qui défend l'unité de l'appareil du parti et de ses fonctionnaires (sans quoi, quelles perspectives pour ces notables ?), et non la défense des besoins des travailleurs face au chômage et aux attaques du Plan Barre !

Entre Mitterrand, Rocard et Mauroy, l'équilibre du PS sera donc difficile à trouver. En fait, les tensions entre ses dirigeants traduisent toute la difficulté de se porter candidat au pouvoir tout en voulant contenir l'élan de la classe ouvrière dans le cadre de la société bourgeoise.

LE PC : RETOUR A LA "TROISIEME PERIODE" ?

Loin de favoriser un débat de fond sur la stratégie de gestion du Parti Socialiste, la polémique lancée par le PCF contre lui, attise les réflexes sectaires et les divisions.

La publication du projet de thèses adopté par le Comité Central pour le prochain Congrès et le "débat" (contrôlé !) qu'il engage en font preuve. L'échec électoral de 1978 a, pour la première fois, provoqué chez les militants du PCF des interrogations de fond tant sur la politique du PS que sur celle de leur propre parti. Le débat sur les nationalisations par exemple, en pleine campagne électorale, avait con-

tribué à une politisation nouvelle sur la manière d'exproprier la bourgeoisie, la question de la prise du pouvoir. Un débat où le PCF — qui prône l'alliance bien "française" avec toutes les "forces de progrès", gaullistes compris — est lui-même mis en question. Et c'est bien ce que redoute la direction du PCF. Pour elle, la ligne suivie depuis la rupture de l'Union de la Gauche a été correcte en tout point, le PS confirme son "virage à droite". Il n'y a donc pas lieu de débattre du bilan de l'année écoulée, et encore moins de la stratégie que propose le PC !

Socialistes = giscardiens ?

Nous avons déjà expliqué, lors de la scission de l'Union de la Gauche, pourquoi le PCF suit ce cours sectaire. Son identité politique à côté du PS, son implantation dans la classe ouvrière risquent de s'effriter si son projet de "passage graduel et légal" au socialisme ne se distingue plus de celui du Parti Socialiste !

Telle est l'origine de la critique maintenant systématique du "virage à droite" des socialistes, habilement liée à un chauvinisme nationaliste des plus grossiers contre "l'impérialisme allemand" (lisez Schmidt !). C'est ainsi qu'on voit ressurgir des formules jadis critiquées comme des erreurs dans les années trente, lorsque le PC caractérisait les PS de "social-fascistes". Dans la tribune de l'Humanité, G. Enaud de Nantes écrit : "Il n'existe donc pas de différence essentielle entre socialistes et giscardiens, sinon dans leur clientèle électorale". Erreur d'un militant de base ? Les dénonciations sectaires de la direction ne sont pas sans raviver ce genre de réflexes. Mais surtout, elle-même va dans ce sens lorsqu'elle explique, par exemple, qu'il faut prioriser maintenant "l'unité de base" (contre la direction du PS). Après avoir vanté l'union au sommet, sans aucune proposition d'action unie dans la mobilisation et la lutte, on en revient à la vieille conception de la "troisième période" de l'Internationale Communiste qui a paralysé le mouvement ouvrier face au fascisme !

D'autres militants objectent que ce n'est pas si simple, que le PS compte des militants ouvriers, qu'une politique unitaire avec lui permettra de différencier entre la collaboration de classe de la direction et les intérêts des travailleurs. Mais de ce côté, où la direction sent trop bien se dessiner une conception infiniment plus correcte du front uni contre la bourgeoisie, celle-ci répond : "Quelle est la tendance qui représente la classe ouvrière dans l'actuel PS" (F. Hilsun, membre du CC) ? Le parti socialiste est caractérisé de petit-bourgeois. S'il peut être un "allié" pour le renouvellement de la France que veut le PCF, il reste un parti étranger à la classe ouvrière ! Le "virage à droite" du PS vient ici à point nommé : allié au moment de l'Union de la Gauche, le PS est maintenant l'allié de l'impérialisme ; ainsi s'explique à la fois sa nature contradictoire et pourquoi sa politique ne fait qu'un bloc à chaque moment donné.

Mais quelle alternative offre le PCF à ce "virage à droite" ? C'est là le plus grave. Les attaques les plus dures contre le PS servent à resserrer les rangs pour une politique d'indépendance nationale en alliance avec toutes les classes victimes des monopoles "étrangers". Comme si le patronat français ne planifiait pas les restructurations de la sidérurgie ! A cette orientation politique, bien peu de voix s'opposent dans le PCF actuellement. Le poids de l'éducation stalinienne, c'est-à-dire de la voie au socialisme "dans chaque pays", pèse même sur les oppositionnels et les courants critiques. Les "eurocommunistes", comme Elleinstein, critiquent la direction parce qu'elle ne poursuit pas assez loin le 22e Congrès vers la "révolution pacifique et graduelle" dans le cadre des institutions françaises. Quant aux courants plus à gauche, autour de Balibar, essentiellement dans le milieu étudiant, ils s'attachent plutôt au débat — qui n'est pas sans importance — sur les pays de l'Est, tout en s'appuyant sur la perspective d'Union de la Gauche qui a caractérisé le 22e Congrès.

Une nouvelle opposition ?

Seule une petite minorité commence à se dessiner, dans les courants d'opposition, sur une critique beaucoup plus fondamentale de la conception de l'unité ouvrière, la critique de la politique de collaboration de classe de la direction. Regroupés autour du bulletin "Luttes et débats", ces militants, en grande partie de la CGT parisienne, s'organisent à visage découvert, et commencent à ouvrir un débat stratégique, de fond, beaucoup plus important.

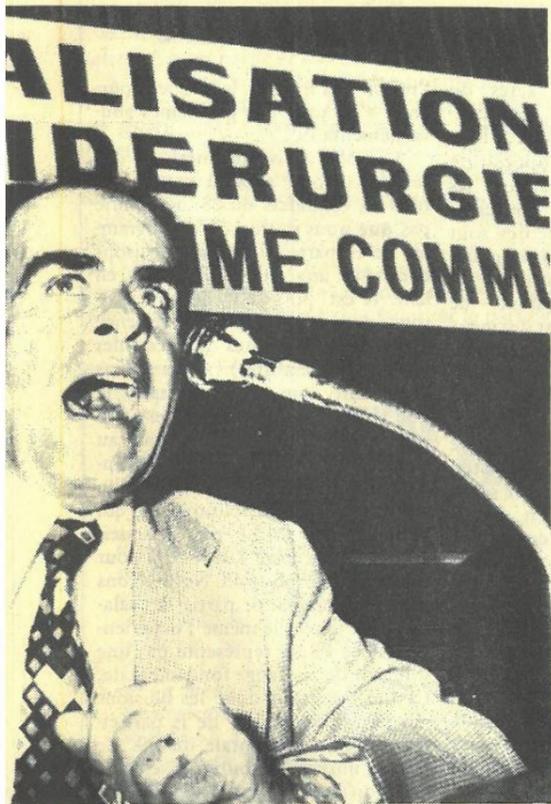
Nul doute que cette opposition risque de rester encore limitée dans le cadre de ce Congrès. Mais il faut aussi y voir un signe nouveau : à l'intérieur du PCF et de la CGT, une catégorie de travailleurs commence à se profiler, après l'échec de l'Union de la Gauche, sur des positions clairement anti-capitalistes et renouant avec l'indépendance de classe que défendent les révolutionnaires.

C'est dans ce débat surtout que les révolutionnaires peuvent intervenir aujourd'hui, par leur intervention propre comme par leur action syndicale, pour que les manœuvres respectives des directions du PS et du PC commencent à devoir affronter une opposition politique nouvelle, et non seulement sur le plan de l'action syndicale.

Rivière



nce:



service pour mettre dans la misère des millions de travailleurs". Si, dans l'action, cette pression à l'unité se manifeste souvent dans les entreprises, il en va autrement sur le plan politique et national. Le plus gros obstacle, pour les travailleurs français, c'est de devoir combattre simultanément les divisions dans leurs rangs et la politique de collaboration de classe qu'elles traduisent de la part de leurs directions. C'est à partir de ces considérations qu'est conçu l'appel de la LCR que nous reproduisons ci-contre. La préparation des deux congrès, du PS et du PCF, où les tensions se font aussi plus manifestes, révélera jusqu'où ces différenciations pénètrent les partis ouvriers, un an après l'échec électoral de mars 1978.

Rivière



Zurich : plus de 5 000 manifestants antimilitaristes

Show militaire de Zurich Bloc - notes d'un antimilitariste

Téléphoner, écrire des articles, tenir des réunions, courir ici, passer là, organiser un truc, arranger autre chose... Tout ça parce que l'armée et la bourgeoisie ont décidé de passer à l'offensive avec leur "show militaire" à Zurich les 16 et 17 mars. Encore que leur offensive existe déjà depuis longtemps dans les mass media, à l'école, dans les usines et au parlement. Mais enfin maintenant, ils veulent marquer des points. Alors, pourquoi pas nous aussi, les antimilitaristes ?

Du 20 février au 8 mars

Nous créons le "Comité contre les menées militaristes". A la première séance déjà, plus de 50 personnes — plus tard leur nombre ira toujours croissant. Thème central : que faire ? Nous, le Comité de Soldats, proposons trois activités principales : un tract central, un meeting et une fête le jeudi, un manif le samedi. Malgré les efforts des pacifistes et des gens du "virus" (publication pacifiste un peu dans le style du "Rebrousse-poil", réd.), la majorité des participants pense avec nous que de petites actions ne peuvent à elles seules être une action suffisante, qu'elles ne peuvent que s'éparpiller, disparaître dans la masse des spectateurs du show et n'apparaître à leurs yeux, au mieux, que comme le fait de méprisables "perturbateurs gauchistes". (...)

Du 8 au 10 mars

Le 8 mars, le "Trouble-fête", journal du Comité contre les menées militaristes, paraît, avec un tirage de 50 000 exemplaires. Nous, du Comité de Soldats, et bien d'autres, sommes déçus : le tract n'est absolument pas mobilisateur — certains milieux n'auraient-ils pas "mougouillé" à cette occasion ? Ainsi, par exemple, l'annonce du meeting et de la manif est toute petite, alors qu'une séance du Conseil suisse de la paix consacrée au lancement d'une initiative soumettant le budget militaire au référendum obligatoire bénéficie de la première page. Bon, c'est clair, c'est une bonne chose cette proposition d'initiative, mais pourquoi fixer la séance juste en même temps que la manif ?

Et le comité d'édition ?

— qui est-ce ? qui le soutient ? Pas un mot, juste une colonne en deuxième page ("Qui sommes-nous ?") où la presse alternative, le Comité de Soldats, l'Internationale des résistants à la guerre et le Manifeste démocratique se présentent. Bien sûr, la conférence de presse du "Konzept", de la "Leserzeitung" du "virus" et du Manifeste démocratique (le Comité de Soldats en resta exclu) était une bonne chose, sans laquelle la mobilisation aurait été effectivement plus difficile. Mais est-ce une raison pour ne pas mentionner les organisations politiques, qui de toute manière distribuèrent une grande partie de ces tracts et apportèrent aussi un appui financier ?

11/12 mars

Le Comité de Soldats publie

avec le groupe du cours de répétition le "caque-noix" en réponse à la feuille des manoeuvres, le "casse-noix". Le soir à 11 heures, le dernier article d'un soldat en cours de répétition arrive; le dimanche à 6 heures du matin, la maquette est prête. (...) L'après-midi, ça recommence : plier les journaux, joindre les bulletins de versement (espérons qu'on va pouvoir payer les 830 francs) et ensuite en route pour Saint-Gall, afin qu'ils puissent aussi les distribuer là-bas. Puis retour à Zurich en passant par Wil. A Zurich, ça joue au poil : environ 15 types distribuent le "caque-noix", bien accueilli par les soldats, et la police a depuis longtemps renoncé à prendre les noms de ceux qui distribuent des tracts (à la gare, c'est interdit), ils sont tout simplement trop nombreux.

15 mars

Le matin, nous faisons les banderoles, à midi, séance avec quelqu'un de la radio, puis de nouveau le

travail de préparation, entrecoupé de téléphones. (...)

Le soir, les gens se pressent à la Maison du Peuple, c'est dingue, près de 1 000 personnes ! La discussion du podium était un peu de côté de la plaque, mais c'était pas mal quand même : par centaines, les gens ont pu à nouveau constater que l'antimilitarisme est mal ancré dans les partis de gauche. P. Rüegg (PS) et R. Brunner (PdT) ont dû, par exemple, constamment se distancer des positions de leur propre parti.

Après le podium, nous avons annoncé ce que tout le monde attendait : nous allions nous opposer (dans la nuit) à l'entrée des blindés dans Zurich. Zurich ne sera pas occupée sans résistance ! Des informations plus précises (quand et où arrivent les blindés ?) furent fournies par "Radio Chat noir" (radio pirate de Zurich, réd.) dans son émission spéciale "Bienvenue en ville". (...) Lorsqu'on a entendu à la radio que les blindés, passant par Bülach,

étaient déjà arrivés au centre, nous nous y sommes rendus. A la "Paradeplatz", il y avait déjà deux cents personnes. Avec succès, nous bloquerons les chars durant une heure, jusqu'à ce que la police nous déloge. (...)

Samedi 17 mars

Nous nous rendons à la "Bürkiplatz". Mon vieux, la foule ! A coup sûr, déjà 2 000 ! Un camarade du Comité de soldats parle, puis un message de salutation d'un groupe de soldats en cours de répétition, une compagnie de fusiliers. Ensuite Peter Vonlanthen, du syndicat du textile et de la chimie, sur le thème "Armement et emploi". Enfin, nous démarrons. Nous, à la direction de la manif, sommes vachement nerveux. Je remonte et descends la manif, partout il y a quelque chose qui se passe : un groupe en habit de deuil, beaucoup de "Guggenmusik" (musiques de carnaval), une farandole, des manifestants avec des petits blindés-jouets, des indiens; des

femmes qui distribuent des tracts en patins à roulettes, un joueur d'harmonica, etc. Je suis de plus en plus remonté, la manif grossit sans cesse; à la fin, nous sommes plus de 5 000 manifestants, c'est la plus grande manif zurichoise depuis des années, c'est la plus enthousiaste et la plus imaginative que j'ai vue, et surtout c'est la plus grande manif antimilitariste depuis des décennies — et sans avoir été prévue, encore...

Le soir, nous nous réunissons et fêtons ce succès. Qu'en restera-t-il toutefois la semaine prochaine ? — en dehors du fait que la presse bourgeoise a bien été obligée d'en parler. Est-ce que les organisations antimilitaristes, et les Comités de soldats avant tout, en sortiront renforcés ? La balle est dans ton camp, lecteur : prends contact avec le Comité de soldats, abonne-toi à notre journal "Ras-le-Casque", écris-nous : Comité de soldats, case postale 2 407, 1 002 Lausanne, ou soutiens-nous financièrement : CCP 10 - 16 852. Pp/Ptr

Elections zurichoises : les bourgeois s'essayent à l'offensive

Avec leur show militaire en ville de Zurich, les bourgeois ont voulu créer de toutes pièces une atmosphère d'"union nationale". Ces mêmes responsables de cette tendance à la militarisation mènent une campagne électorale avec des slogans du genre "Plus de chaleur humaine — moins de bureaucratie" (UDC) ou "Plus de responsabilité — moins d'Etat" (Parti radical). Ce qu'ils désignent ainsi, ce n'est rien d'autre que le démontage social ! A ces élections du 1er avril, la LMR présente sa propre candidature.

Les finances cantonales selon les recettes éprouvées de la "cuisine bourgeoise" : moins de formation et plus de police ! Les radicaux ont manifesté à la Bahnhofstrasse "contre la pression fiscale". Ils ont toutefois des membres du législatif cantonal qui déclarent un revenu imposable ridicule, tout en doublant leur fortune en un an. Ainsi le député Schwarz : accroissement de la fortune de 3,3 millions à 6,6 millions de francs, avec un revenu déclaré de 70 000 francs. Les radicaux récoltent des signatures pour une pétition qui demande la réduction de l'assiette fiscale en ville de Zurich, en expliquant qu'une assiette élevée fait fuir les contribuables à haut rendement dans les communes riches du canton, là où ils sont moins taxés. Ils ne disent évidemment rien de leurs efforts pour empêcher toute péréquation fiscale entre les communes et de leur sabotage des différentes tentatives d'harmonisation fiscale au niveau national.

L'UDC tente aussi de devenir un réel "parti populaire" sous la bannière de la réduction des impôts. Ces

messieurs ont même la grossièreté de prétendre que les exonérations fiscales faites aux patrons assurent l'emploi. L'UDC récolte des signatures pour une initiative populaire cantonale qui soumettrait l'assiette fiscale cantonale à la votation populaire.

Si l'on considère les prévisions et comptes budgétaires du gouvernement pour la période 1974-1984, il est frappant de voir :

— que l'on économise là où il n'y a rien à gagner pour les patrons : les dépenses pour la formation professionnelle sont réduites de 96 millions (1979) à 71 millions (1984), c'est-à-dire de plus de 25 o/o. En même temps le blocage des effectifs du personnel de la fonction publique est maintenu, ce qui signifie, augmentation des rythmes de travail et diminution de la qualité des services publics.

— pour la construction des routes, les coûts augmentent au contraire passant de 375 millions (1979) à 400 millions, soit 10 o/o. Sous le titre "Sécurité" (police, militaire), les dépenses s'accroissent également, précisément de 37 millions (1979) à 41 millions (1984). Et tout cela dans le cadre d'un budget global identique. C'est pourquoi nous disons :

— **Oui aux allègements fiscaux... mais uniquement pour les revenus inférieurs !**

— **Lutte contre la fraude fiscale !**

— **Contrôle des livres de comptes des entreprises par les travailleurs !**

— **Oui aux économies en matière de police, d'affaires militaires et de construction routière !**

— **Suppression du blocage des effectifs dans les services publics.**

L'équilibrisme du PS

Le PS, qui, avec ses trois candidats à l'exécutif cantonal, a entamé la lutte pour obtenir une plus grande

responsabilité dans les actes du gouvernement bourgeois, est confronté à de grandes difficultés lorsqu'il cherche à jouer à l'opposition dans la campagne électorale : les membres socialistes du gouvernement des années précédentes sont coresponsables de l'actuel programme de constructions routières. Le seul socialiste — pour l'instant — de l'exécutif, Bachmann, s'est distingué par son appui au show militaire et s'engage résolument pour un durcissement de la procédure pénale (restriction des droits de la défense, etc.) En plus, il a peur, dans le cadre des trois candidatures socialistes, d'être débordé et éliminé par sa camarade Uchtenhagen. En conséquence de quoi, le "camarade" Bachmann (qui désire que notre candidat Robert Riemer ne s'adresse à lui qu'en lui disant "Mon-sieur") devient soudain actif et fonde son propre comité de soutien

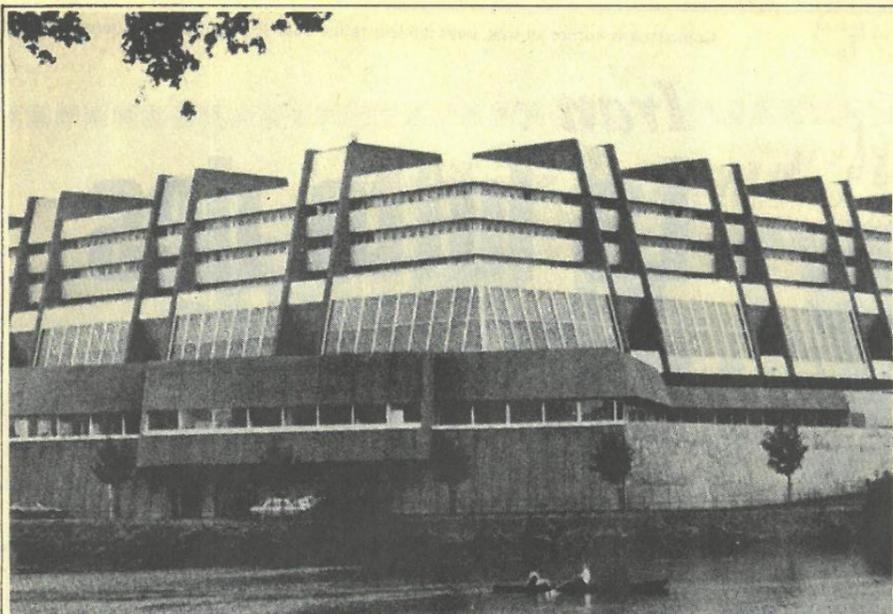
POCH—Première

L'assemblée générale des Organisations progressistes de Suisse (POCH) a décidé de ne pas soutenir de candidat au gouvernement : "Cela exprime notre critique fondamentale à la politique de la coalition gouvernementale actuelle." C'était pourtant une tradition des POCH de soutenir certains candidats à l'exécutif, à partir de leur crédibilité. C'est ainsi que les POCH avaient soutenu il y a moins d'un an lors des élections à l'exécutif municipal, les candidats de la LMR et du PS, à l'exception du municipal socialiste Frech, contesté dans son propre parti. Pourquoi cette position a-t-elle été modifiée ? Pourquoi est-ce que les POCH ne soutiennent-ils pas le candidat de la LMR ? L'absence de mot d'ordre des POCH signifie ou bien "que chacun vote selon sa conscience" ou bien "abstention", c'est-à-dire

"restez à la maison, laissez les bourgeois s'occuper des problèmes gouvernementaux".

La LMR utilise une méthode différente : notre appel à voter pour tous les candidats du PS, ne signifie pas que nous soutenons le programme de ce parti, ni que nous faisons confiance aux individus portés en liste (c'est pourquoi nous ne faisons pas non plus de différence entre les différentes nuances des candidats socialistes). Nous savons cependant que, par exemple, la non-réélection du conseiller Gilgen (Alliance des indépendants) au profit d'un(e) candidat(e) du PS apparaîtrait comme l'expression d'un rapport de forces politique, ce qui pourrait être utilisé par les enseignants syndicalisés à la VPOD pour renforcer leur position. Nous savons aussi qu'une grande partie des salariés doit faire elle-même l'expérience que le PS ne représente pas une solution de rechange fondamentale. La LMR combat donc les illusions qui pourraient naître de la participation gouvernementale du PS. Ce qui est important toutefois, c'est la question soulevée par la décision des POCH : qu'est-ce que les organisations de la gauche ont-elles à gagner en participant à un gouvernement bourgeois ? Dans un système qui consacre la propriété privée des moyens de production et l'existence de l'Etat bourgeois, même une majorité gouvernementale de gauche ne pourrait agir que dans le cadre de la loi du profit (gérer la crise) ou, justement, ne pourrait plus agir (fuite des capitaux, boycotts, grèves réactionnaires, etc.) C'est pourquoi l'un des mots d'ordre de la campagne électorale de la LMR est : **Aucune confiance au gouvernement et à l'Etat bourgeois — ils ne protègent que les profits des patrons !**

R. Riemer



Elections européennes

Un parlement pour les patrons

Commencée avec force propagande il y a quelques mois, la campagne pour l'élection au Parlement européen — prévue pour juin 1979 — connaît quelques ratés alors que s'accroît la crise politique et sociale dans une série de pays. Ceci ne remet pas en cause l'échéance de juin, mais éclaire d'une lumière crue la contradiction à laquelle sont confrontées les bourgeoisies dans leur projet de centralisation et d'intégration européennes : celui-ci nécessite en effet et doit permettre d'accroître la synchronisation des situations économiques, politiques et sociales des différents pays; or, elles sont confrontées dans leurs pays respectifs à des crises qui les poussent momentanément à resserrer le front de leurs forces, divisé sur la question européenne, afin de faire face à la classe ouvrière.

Mais ceci ne doit pas nous faire perdre de vue que tentatives de mise au pas de la classe ouvrière au niveau national et projet de mise en place du Parlement européen, afin d'homogénéiser cette mise au pas au niveau de la Communauté européenne, vont de pair pour la bourgeoisie. Tout comme doit aller de pair pour les travailleurs la riposte aux plans d'austérité mis en place dans chaque pays et à la centralisation européenne de l'attaque anti-ouvrière, riposte dont le nécessaire caractère international s'impose de plus en plus aux travailleurs, comme le montre aujourd'hui la situation dans la sidérurgie.

Un projet inscrit dans l'acte de naissance de la CEE

La mise en place d'institutions européennes supra-nationales est la conséquence logique de la concentration européenne des capitaux, de la création de multinationales européennes. En effet, sous le système capitaliste, il faut que le champ d'action de l'Etat soit conforme à celui des forces productives et des rapports de production. De plus en plus donc, l'internationalisation et la concentration des capitaux dans la CEE se heurtent aux prérogatives maintenues des Etats nationaux et à l'absence d'institutions supra-nationales.

La fondation même de la CEE était une réponse de la part du grand capital européen à la contradiction qui existait entre le développement des forces productives et le carcan des Etats nationaux. Pour faire face à la concurrence américaine et japonaise, les groupes industriels européens devaient s'unir, bénéficier d'une politique économique de plus en plus concertée (matières premières, infrastructures). C'est ce qui amena à la signature du Traité de Rome. Mais vu le rôle déterminant de l'Etat (monnaie, fisc, crédit, infrastructure, politique sociale), ces grands groupes européens ont besoin de s'appuyer sur des institutions de type étatique supra-nationales capables de mener en leur faveur une politique centralisée. Dès que l'interpénétration et la centralisation européenne des capitaux atteignent un certain niveau, la pression est irrésistible en faveur d'un Etat supra-national.

Depuis 1969, les représentants des secteurs de pointe du capital européen prêchent en faveur d'une intégration économique et politique plus poussée. Agnelli, patron de la FIAT, expliquait le 20 février 1969 à la Commission permanente de l'industrie du Parlement italien : "Si nous voulons faire une programmation du secteur de l'automobile, nous devons mettre la main à la pâte au niveau supra-national". (...)

Si telle est la tendance historique, en période de croissance il n'était pas nécessaire d'aller plus loin que des mesures d'aide à l'exportation et de garantie des profits. C'est à l'éclatement de la grande récession économique mondiale de 1974/1975 que la crise de la CEE apparut dans toute son ampleur. Il n'existait pas d'Etat supra-national capable de mener la politique anti-crise nécessaire pour les gros groupes européens devant faire face à la concurrence des trusts américains qui disposaient, eux, d'un Etat puissant à leur service. Dans cette situation, en l'absence d'un Etat supra-national, chaque bourgeoisie allait commencer à s'occuper de son économie. Elles se tournèrent vers leurs Etats nationaux pour faire face à la profonde crise sociale qui se développait.

On assista alors à un risque d'éclatement de la CEE, stimulé par la tendance des Etats nationaux à adopter des mesures protectionnistes afin de freiner la concurrence des autres économies. (...)

C'est en 1977 que les représentants les plus lucides des intérêts à long terme du grand capital européen (le social-démocrate Helmut Schmidt et Giscard d'Estaing) commencèrent à réagir face au risque d'éclatement de la CEE. La bourgeoisie, après l'explication donnée de la crise comme étant une conséquence momentanée de la hausse du coût du pétrole, s'installa désormais dans une crise qu'elle prévoyait de longue durée et devait fourbir ses instruments pour en faire peser le coût sur les travailleurs.

Lors de leur "sommet" du 4 février 1977, Giscard et Schmidt déclaraient vouloir être les moteurs de la relance européenne. Leur déclaration commune expliquait : "Le gouvernement de la RFA et le gouvernement français souhaitent que la Communauté puisse reprendre en 1978 la marche vers l'union économique monétaire, point de passage obligé sur la voie de l'Union européenne. Ils espèrent que les politiques de redressement (lire l'austérité !) mises en oeuvre par plusieurs Etats membres y contribueront". (...) L'objectif est donc clairement exposé : coordonner les politiques d'austérité anti-ouvrières mises en avant par les gouvernements des pays membres de la CEE et utiliser la crise au service du redéploiement du capitalisme européen.

C'est à la réalisation de ces objectifs que servent les trois mesures conjointes que la bourgeoisie européenne tente d'appliquer actuellement : la création de l'Union monétaire européenne, l'élargissement de la CEE et l'élection du Parlement européen.

La voie sinueuse du système monétaire européen

La création du système monétaire européen (SME) correspond à plusieurs préoccupations des capitalistes européens :

- * ne pas être soumis aux fluctuations du dollar;
- * libérer les mouvements de capitaux européens;
- * coordonner la politique anticrise (crédit, etc.);
- * créer un fonds commun de réserve qui permettra aux pays (forts) de faire pression sur les choix politiques, économiques et sociaux des gouvernements confrontés à un puissant mouvement ouvrier (dans la tradition du rôle du FMI ces dernières années, comme au Pérou, en Italie, en Grande-Bretagne...). (...)

Le SME devrait être le corollaire et le guide des politiques d'austérité nationales. Ainsi par exemple, le Comité de politique économique de la Communauté admet que les pays pauvres qui adhéreraient au SME auraient des difficultés, car il leur faudrait porter une plus grande priorité aux questions de la balance des paiements et moins aux autres objectifs, tels que la croissance et l'emploi; d'autre part, le SME fixant les taux de change, cela réduira le nombre des instruments politiques à la disposition des gouvernements pour faire face à une crise.

La principale embûche sur la voie de la mise en place du SME réside dans la disparité entre les différentes monnaies nationales, les différentes économies, les différentes situations sociales et syndicales. (...)

Ce sont ces disparités existantes qui bloquent actuellement la mise en place du SME que la bourgeoisie voulait réaliser avant le début de la nouvelle récession. (...)

Election du Parlement européen

La mise en place du Parlement européen devrait d'une part permettre d'aller de l'avant dans ces projets, mais la condition essentielle pour leur concrétisation réside dans la synchronisation des situations sociales et politiques dans les différents pays, ce qui est loin d'être réalisé.

L'élection au suffrage universel de ce Parlement devrait, d'autre part, légitimer toute l'opération aux yeux des populations européennes et, en premier lieu, des directions réformatrices de la classe ouvrière. Dans ce sens on peut parler d'un carcan institutionnel pour les travailleurs européens et leurs organisations. Par ce biais les différentes bourgeoisies espèrent aussi bien tenter de réduire le poids politique des organisations ouvrières dans chaque Etat national. Agnelli expliquait par exemple à France Soir le 10 juillet 1976 (au lendemain de la forte poussée électorale du PCI qui allait mener à son intégration dans la majorité parlementaire italienne) : "Dans une Europe intégrée, le problème posé par une forte présence communiste en Italie et en France serait pour une part dilué. Les communistes auraient ainsi le temps nécessaire pour aller au bout de leur évolution démocratique (s'ils en sont capables) et nous aurions le temps de vérifier la sincérité du respect qu'ils portent au pluralisme, non seulement politique mais aussi économique et aux liens qui nous unissent en Occident et auxquels nous ne voulons pas renoncer".

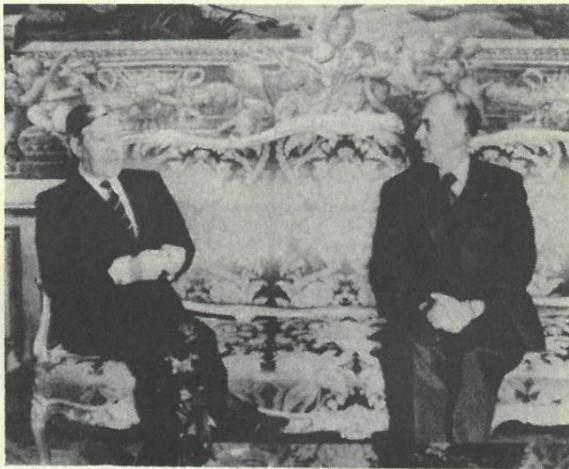
Les difficultés et temps d'arrêt enregistrés sur la voie de la réalisation de ce projet par les bourgeoisies européennes ne signifient pas cependant qu'elles vont y renoncer.

La question de l'élargissement

La perspective de l'entrée de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne dans la CEE va dans le même sens. Pour les bourgeoisies de ces pays, la crise à laquelle elles doivent faire face a mis à l'ordre du jour leur entrée dans l'Europe capitaliste. Les réticences sont certes nombreuses à cette entrée dans certains secteurs de la bourgeoisie des autres pays de la CEE, mais quatre éléments plaident, pour la bourgeoisie européenne, en faveur de l'intégration :

- * les avantages que constituerait la formation d'un marché mondial;
- * l'intérêt pour les grosses firmes agro-alimentaires européennes de s'accaparer le marché des matières premières agricoles de ces pays méditerranéens et de s'ouvrir la voie des marchés du Tiers Monde en cette matière;
- * l'intérêt pour les groupes industriels de redéployer leur appareil de production vers des pays disposant d'une main-d'oeuvre bon marché;
- * la nécessité d'un soutien politique à des régimes faibles confrontés à une profonde crise sociale.

Pour cet ensemble de raisons, qui sont plus fortes que les motifs des réticences, on s'achemine donc vers une intégration des trois pays candidats — toujours susceptible certes de connaître des coups d'arrêt — avec des clauses spéciales à long terme (en particulier afin de freiner la circulation libre de la main-d'oeuvre de ces pays à fort taux de chômage). L'entrée de ces pays dans le Marché commun — qui est défendue et souhaitée par les partis ouvriers des trois pays — aura des conséquences négatives immédiates pour les travailleurs espagnols, portugais et grecs. (...)



Helmut Schmidt (social-démocrate) et Giscard d'Estaing : pour un impérialisme européen. En haut : le siège du Parlement européen à Strasbourg. Des allures de "Bunker"... symbole de la résistance que la bourgeoisie européenne entend opposer à la montée des luttes ouvrières.

L'entrée de ces pays dans le Marché commun renforcera les secteurs dominants du capitalisme indigène et donc leurs capacités d'exploitation des travailleurs. Ces raisons suffisent à justifier le refus, par les travailleurs de ces pays, de l'entrée dans l'Europe capitaliste. Pourtant ce refus ne peut se faire sur la ligne que défend le PCF en France — opposé à l'élargissement — et qui n'a comme conséquence que l'opposition entre les travailleurs français et ceux des trois pays candidats, principalement de l'Etat espagnol. En effet, si la politique de la bourgeoisie européenne entraîne une division immédiate entre les travailleurs des différents pays (en stimulant le chômage et donc la concurrence au sein de la classe ouvrière pour l'emploi), on ne peut y faire face en se repliant sur la défense des "emplois français" qui seraient convoités par l'"étranger". C'est pourquoi le refus de l'entrée de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal ne peut se faire qu'au nom de la centralisation des luttes des travailleurs de ces pays et des pays des "Neuf" contre l'austérité, à commencer par une campagne commune pour la réduction du temps de travail pour déboucher sur la bataille pour une planification démocratique de l'économie européenne qui implique le renversement du capitalisme.

Anna Libera
(Inprecor no 47, 15 mars 1979)



Combattants kurdes en Irak, pays qui leur refuse aussi le droit à l'auto-détermination.

Iran : La lutte des nationalités opprimées

Dans le Kurdistan iranien, la révolte gronde. A Sanandaj, des affrontements ont opposé la garnison militaire aux manifestants kurdes, favorables à l'autonomie, qui demandent "les libertés fondamentales pour toutes les minorités du pays, y compris les Juifs, les Arméniens, les Bahais" et qui dénoncent l'armée antipopulaire "qui doit être détruite et remplacée par une armée du peuple".

Khomeiny et le gouvernement Bazargan ont complètement nié la spécificité des revendications kurdes, au nom de la lutte prioritaire contre la dictature. Ils ont dénoncé "les bandits séparatistes", lorsque, juste, après le triomphe de l'insurrection, la population kurde déci-

dit de désarmer totalement les unités iraniennes. Et aujourd'hui Bazargan a beaucoup de mal à rétablir l'autorité du pouvoir central au Kurdistan. Il craint par-dessus tout que l'exemple kurde ne fasse tâche d'huile parmi les autres nationalités opprimées, du Balouchistan, du Turkménistan et de l'Azerbaïdjan qui représentent plus de 60 o/o de la population iranienne.

Qu'est-ce que le Kurdistan aujourd'hui ?

Les cinq millions de Kurdes sont la deuxième nationalité minoritaire de l'Iran après les Turcs. Ils ont été totalement laissés en marge de l'in-

dustrialisation entamée dans les années soixante. Il n'existe pas plus d'une dizaine de petites usines dans tout le Kurdistan iranien, essentiellement des fabriques de tabac et de briques. 5 o/o de la population active seulement travaille dans l'industrie; le Kurdistan est resté une région agricole, sept Kurdes sur dix travaillent encore dans ce secteur. C'est donc une des régions les plus pauvres d'Iran : le revenu moyen par habitant est dix fois moins élevé que dans les autres régions iraniennes. La chute des Pahlavi a provoqué un immense espoir dans les masses kurdes : ainsi dès le retour

de Khomeiny, une partie de la population de Mahabad, réunie en assemblée générale a fait parvenir à l'ayatollah une adresse demandant la reconnaissance de l'identité kurde dans le futur Etat iranien.

Pour le droit à l'autodétermination

"Nous voulons un Kurdistan autonome et un Iran démocratique", tel était un des mots d'ordre des manifestations de masse qui se sont déroulées ces derniers jours à Sanandaj. La lutte pour le droit à l'autodétermination est partie

prenante de la lutte menée aujourd'hui par le mouvement ouvrier, le mouvement des femmes, pour la reconnaissance de tous les droits démocratiques en Iran. "Au printemps de la liberté, la liberté est absente", un slogan repris par les manifestants kurdes illustre parfaitement cette situation. Le Parti socialiste des travailleurs (section iranienne de la IV^{ème} Internationale) appuie totalement la lutte des minorités nationales en Iran pour le droit à l'autodétermination, partie essentielle du programme pour la révolution socialiste.

Vincent

Furgler complice des receleurs et des tortionnaires

"Qu'advient-il de la crédibilité de la Suisse si, lors de chaque changement de pouvoir, nous adoptions des normes particulières ? Notre système politique permet largement à l'Iran de défendre ses droits", s'exclame Monsieur Furgler, dans le débat au "Conseil national" sur la restitution au peuple iranien des biens et des capitaux du shah et des hauts dignitaires du régime déchu, et sur la levée du secret bancaire. Le Conseiller fédéral a décidé de l'art de défendre des causes indéfendables ! Quand il parle "crédibilité" de la Suisse, il pense très certainement à son renom auprès de tous ces dictateurs, de tous ces régimes corrompus qui ont mis leurs capitaux "à l'abri dans les banques suisses" justement parce qu'ils savent qu'ici, ils sont hors de portée en cas de révolution dans leur pays. Pensez donc... si on facilitait la restitution des milliards extorqués au peuple iranien, ce serait le sauve-qui-peut général ! Idi Amin, Mobutu, Vorster, et tant d'autres n'auraient plus confiance en "nos" institutions. Quelle perte de crédibilité, Monsieur Furgler !

* Dans le "Bulletin du Comité de soutien à la lutte du peuple iranien" (avril 79, no 1, fr. 1.-), case postale 2 435, 1 002 Lausanne, se trouve la liste des personnalités iraniennes qui ont sorti des capitaux d'Iran.

Au Turkménistan aussi



La lutte des minorités nationales — qui en fait constituent la majorité de la population iranienne — ne se limite pas au Kurdistan : dans le Turkménistan iranien, à Kaboud Gonbab, de violents combats ont opposé des éléments islamiques, soutenus par l'armée iranienne, et des autonomistes turkmènes rejoints par des fedayin de gauche.

Les affrontements ont commencé après que la milice islamique ait ouvert le feu sur une foule de vingt mille personnes qui participaient à un meeting pour l'autonomie du Turkménistan iranien.

Brésil : La grève des métallurgistes réprimée brutalement



Une longue tradition de répression des activités politiques et syndicales.

Le 13 mars, deux cent mille métallurgistes de la banlieue industrielle de Sao-Paulo ont entamé une grève générale illimitée. Un jour avant, les enseignants des écoles primaires et secondaires de l'Etat de Rio-de-Janeiro avaient décidé d'arrêter le travail pour appuyer leurs revendications salariales. Les ouvriers métallurgistes luttent d'abord pour le réajustement de leur salaire annuel. Ils contestent l'indice de hausse du coût de la vie fixé par le gouvernement à 44 o/o et exigent une hausse de 78 o/o, les employeurs proposant eux 63 o/o. Ensuite, ils demandent l'extension de la garantie de la stabilité de l'emploi aux délégués d'entreprise; jusqu'ici, elle n'était appliquée qu'aux dirigeants du syndicat seulement.

Ce mouvement de grève marque, après celui de mai, une modification profonde du mouvement syndical brésilien : il illustre la perte d'influence des vieux appareils syndicaux liés à la dictature, qui avaient accepté les propositions patronales, au profit des grandes organisations ouvrières indépendantes des faubourgs de Sao Paulo. La politique du nouveau président brésilien, le général Figueiredo et de son gouvernement ne diffère guère de celle de son prédécesseur, le général

Geisel. Malgré les discours et les promesses d'une éventuelle "ouverture" démocratique, les nouveaux maîtres du Brésil répriment durement les travailleurs en lutte. Il est vrai que la "continuité" depuis le coup d'Etat militaire de 1964, est symbolisée par le général Golbery, véritable éminence grise du régime militaire, ancien chef du cabinet civil du président Geisel; il a conservé ce poste sous le général Figueiredo. Permanence de la répression contre la classe ouvrière, mais aussi multiplication des attaques aux travailleurs, en utilisant des recettes qui ont déjà fait leur "preuve" dans d'autres pays latino-américains : limitation draconienne des dépenses de l'Etat, "privatisation" et minirécession, voilà le programme économique de Figueiredo.

L'épreuve de force entre les ouvriers métallurgistes et le gouvernement prenait donc la valeur d'un test politique. Le directeur de la sécurité de Sao Paulo dénonçait la "manipulation" des grévistes par le mouvement trotskyste Convergence socialiste. Figueiredo traitait les revendications ouvrières d'"élitistes, qui ne bénéficient qu'à des minorités et utilisent des grèves franchement illégales comme instrument de pression". Le mouvement de grève a été déclaré "illégal" par le tribunal régional du travail, les forces de l'ordre sont intervenues continuellement pour disperser les piquets de grève, des centaines de travailleurs ont été emprisonnés. Mais la répression n'a pas

désarmé le mouvement : les grévistes ont tenu plusieurs assemblées générales réunissant, chaque jour, plus de cinquante mille travailleurs qui se sont prononcés pour la poursuite de leur combat et cela contre l'avis des dirigeants syndicaux. Ils ont passé outre à toutes les mises en garde et les intimidations du gouvernement. Ce dernier, face à la résolution des grévistes, est intervenu militairement, avec les troupes de choc de la police militaire armées de fusils lance-grenades accompagnées par les chiens et soutenues par des véhicules blindés, en particulier dans les localités de San-Bernardo, Santo-Andre et Santo-Caetano del Sol où vivent près de 200 000 métallurgistes.

Le gouvernement a révoqué par décret les dirigeants syndicaux élus et les a remplacés par trois fonctionnaires désignés par le ministre du travail. De nombreuses manifestations, suivies d'affrontement avec la police, telle a été la réponse des travailleurs à cette provocation gouvernementale.

Face à ces graves attaques aux droits syndicaux, aux droits d'expression et de réunion, nous affirmons notre entière solidarité avec les travailleurs brésiliens en lutte, et en particulier avec les camarades de la Convergence socialiste.

Vincent

Pour obtenir des informations supplémentaires ou développer un travail de solidarité : Association de soutien au peuple brésilien, c.p. 2036, 1002 Lausanne ou c.p. 98, 1212 Grand-Lancy.



Homosexuel(le)s : POUR UNE SEXUALITE SANS NORMES

L'homosexualité est une catégorie créée dans un processus historique. C'est une tentative de cantonner et de contrôler les différentes expressions sexuelles entre membres du même sexe. L'émergence de désirs sexuels d'une personne pour d'autres ou pour elle-même est pratiquement universelle. La tentative de décrire cela dans des catégories rigides est relativement récente et ne perça vraiment qu'à la fin du 19^{ème} siècle. La définition de l'homosexualité a varié constamment et considérablement durant les 100 dernières années. Mais les homosexuel(le)s ont décidé de riposter. Nous avons créé notre propre sens d'identité, nos identités (pédés, lesbiennes). Mais aujourd'hui, une grande partie des individus qui s'engagent dans des activités homosexuelles (ex : la drague dans les parcs) ne se définissent pas comme pédés/lesbiennes, et beaucoup d'entre eux (elles) appartiennent à la catégorie "hétérosexuel(le)s", si l'on considère leur style de vie (mariage, enfants).

Si tel est le cas, c'est que le corps social réprime l'homosexualité et opprime les homosexuel(le)s. Cette oppression spécifique suinte par tous les pores de cette société. Même si l'on ne brûle plus les pédés et les gouines, si l'on ne les met plus dans des camps de la mort (1 million d'homos dans les camps nazis), l'oppression n'a fait que se doter de nouvelles formes. Elle s'exprime avant tout sur deux plans : l'oppression sociale et l'autorépression.

L'OPPRESSION SOCIALE

Bien que, en dernière instance, l'oppression spécifique des homos relève, dans son ensemble, du domaine social, nous désignerons sous ce terme l'oppression vécue comme venant d'au-trui, de l'extérieur.

LES INTERDICTIONS PROFESSIONNELLES

Le problème des interdictions professionnelles (Berufsverbote) contre des pédés ou des lesbiennes permet d'interpeller le mouvement ouvrier (jusqu'au PS et aux syndicats) par le biais de la lutte pour les droits démocratiques et contre la répression. Cette question permet aussi de poser les problèmes : pourquoi réprime-t-on les homos ? Quelle position par rapport à l'homosexualité ? Un tel travail pourrait se faire régulièrement avec des groupes tels que les "Manifeste Démocratique" et, de cas en cas, en revendiquant une prise de position et un soutien actif de l'ensemble du mouvement ouvrier.

L'INITIATIVE POUR LA PROTECTION DE LA MATERNITE

Dans la campagne pour cette initiative, il faut aborder le problème des mères lesbiennes (qui n'est pas traité dans l'initiative). Une réalisation des revendications de l'initiative améliorerait en partie la situation des mères lesbiennes. Elles pourraient mieux profiter du congé parental payé de 9 mois avec maintien de la place de travail qu'une travailleuse mariée. Mais elles ne pourraient pas laisser ce congé à quelqu'un d'autre, sauf si elles se forcent à vivre avec le père biologique. Même avec cette initiative, les mères lesbiennes restent handicapées.

De plus, le risque existe, dans cette campagne, que se développent des arguments allant dans le sens du renforcement de la famille et des valeurs traditionnelles. C'est pourquoi une remise en cause de la trilogie "le père, la mère et l'enfant" par le droit pour les lesbiennes à une maternité socialement reconnue est très importante.

Il est évident que pour l'instant, les expériences de travail commun entre les mouvements ouvrier, femmes et homos en sont à leur début. Il faut donc que démarre, dans les organisations homos et dans les organisations femmes, ainsi que dans le mouvement ouvrier, et spécialement dans les organisations révolutionnaires, une discussion sur les axes de travail et sur les possibilités d'actions communes.

La manifestation la plus évidente se situe sur le plan de la répression institutionnelle. La majorité homosexuelle se situe à 20 ans révolus alors que la majorité "hétéro" sexuelle est atteinte à 16 ans. A cela s'ajoutent les fichages de police et les rafles dans les lieux de drague. On ne peut pas se contenter de se limiter à l'analyse de la répression institutionnelle, même s'il est important de mener une lutte acharnée contre elle. L'homosexuel subit son oppression aussi dans son entourage immédiat. Elle (il) se censure en permanence, doit se surveiller. S'il (elle) ne joue pas bien le rôle, il/elle devient la risée des collègues de travail, n'obtient pas d'appareil, se retrouve souvent sans travail, est rejeté par ses parents, ses amis, etc. Pour l'homosexuel qui s'assume à visage découvert, l'oppression n'en est pas moins grande : nous sommes réduits à notre seule sexualité, nous sommes le pédé ou la gouine de service ("Untel ? Ah oui ! le pédé !")

L'AUTOREPRESSION

Bien que, comme nous l'avons dit, l'oppression ne soit pas une question individuelle, nous désignerons sous ce terme les conséquences du discours social et les tentatives de normalisation sur les déviants eux-mêmes.

Dès l'enfance, l'individu est soumis à un discours social qui cherche à lui imposer des valeurs bien précises. En ce qui concerne la sexualité, elle est complètement niée dans l'enfance et est canalisée vers un but futur : une sexualité liée à la procréation, le carcan de la monogamie, le tout institutionnalisé par l'Eglise et l'Etat. Tout l'aspect de plaisir dans l'"acte sexuel" est donc nié et ces valeurs deviennent en conséquence, sinon une deuxième nature, du moins un idéal à atteindre. Si, pour les "hétérosexuels", ces valeurs sont entrées en crise et si cela provoque des crises d'"identification", l'inadéquation du pédé ou de la gouine à ces valeurs est beaucoup plus forte. Si l'homosexuel(le) accepte ces valeurs (ce qui est très souvent le cas), il doit se combattre lui-même (elle-même), se définir comme malade, tenter de réprimer ses désirs sans y parvenir. Cette auto-ré-

pression va jusqu'à vouloir suivre un traitement psychiatrique pour se "soigner", à se marier, ou aboutit souvent à une fuite vers le mysticisme ou encore dans le suicide. En résumé, l'homosexuel (le), contrairement à la réalité, pense que c'est lui (elle) qui est pervers(e), malade, et non la société dans laquelle il (elle) vit.

COMING OUT

Par rapport à cette auto-répression, le "coming out" est un processus de première importance. Comme son nom l'indique ("sortir"), le coming out consiste, pour l'homosexuel (le) ou pour un groupe, à refuser l'auto-mutilation, à exprimer ses désirs et sa situation. Par le coming out, nous tentons d'abolir le tabou qui entoure notre sexualité, de nous montrer sous notre vrai visage et de crier "je suis pédé, je suis lesbienne, nous sommes ces affreux homosexuel(le)s". Le coming out nous permet de nous assumer, de discuter ouvertement de notre situation, d'envisager le combat pour le droit à l'homosexualité, l'abolition de cette société perverse et malade. Bien sûr, le coming out ne peut à lui seul libérer les homosexuels; il permet surtout une prise de conscience collective. Le but final n'est pas le coming out, mais il nous permet de commencer la lutte pour le dépérissement de l'homosexualité et de l'hétérosexualité en tant que catégories normatives.

DEPERISSEMENT DE L'HOMOSEXUALITE

Nous ne pensons pas que, dans une société socialiste, le but des homosexuel(le)s devrait être de propager une catégorie sexuelle en tant que nouvelle norme. Ceci reviendrait à renforcer le ghetto de minorité. Nous créerions l'illusion qu'il existe une homosexualité, que les individus qui la pratiquent forment une minorité. Ceci ne veut pas dire que nous sommes pour la disparition d'un mouvement homo au lendemain de la révolution socialiste. Bien que les catégories homo/hétéro soient surtout le produit du capitalisme, la répression et l'extermination des homosexuels sont antérieures au capitalisme. Les préjugés ne disparaîtront pas du jour au lendemain. Mais il nous semble important d'affirmer dès maintenant que si nous sommes une minorité, c'est parce qu'une certaine société patriarcale nous a cantonnés dans un ghetto. Nous devons montrer que cette société capitaliste réclame une sexualité productive (faire des travailleurs) et qu'elle nie le principe de plaisir. Ce n'est pas un hasard si le capitalisme rejette le plaisir. Comment concevoir une société d'individus conscients de leurs désirs, éduqués dans le respect et la recherche de plaisirs individuels et collectifs, et dans laquelle ces mêmes individus devraient s'engager dans un travail salarié, aliénant et abject ? Par-delà la révolution socialiste, nous devons donc lutter pour une société où les épithètes homo/hétéro n'auront plus de sens. Cela n'est possible que dans une société où chaque individu peut développer toutes ses possibilités affectives et sexuelles, une société qui reconnaît pleinement le droit au plaisir, à l'imagination et à l'épanouissement.

Pierre

"Nous ne nous cacherons plus !"

Depuis le début des années septante, on assiste dans la plupart des pays capitalistes avancés à l'émergence de mouvements homosexuels qui luttent pour leur émancipation. En Suisse aussi, les pédés et les lesbiennes se sont organisés en mouvement autonome. Ils sont de moins en moins prêts à subir passivement leur oppression, à se faire ridiculiser, licencier, à devoir se cacher et nier leur propre sexualité dans une société qui n'en connaît qu'une seule forme, celle qui est liée à la procréation et sanctionnée par l'Eglise et l'Etat.

Un des facteurs importants autour desquels s'articulent les activités de ces groupes est ce que l'on appelle généralement le "coming out", la phase qui va de sa propre prise de conscience en tant qu'homosexuel(le) jusqu'à son expression publique et collective. Cela a eu pour conséquence qu'au début, la plupart des activités de ces groupes se situaient dans un travail de prise de conscience et d'élaboration interne. Mais depuis quelque temps, on assiste de plus en plus à une apparition publique : les HACH¹⁾ ont participé à la manifestation nationale contre la PFS à Berne. La HAZ²⁾, la SOH³⁾ et la HFG⁴⁾ ont lancé unitairement une pétition, à Zurich, pour l'abolition du fichier de police (registre homo). Le GLH⁵⁾, le GHOG⁶⁾, et les GL⁷⁾ de Genève et Lausanne ont participé à un festival de films pédés et lesbiennes à Genève, qui a obtenu un grand succès, malgré les bâtons qu'on leur a mis dans les roues.

LE LIEN AVEC LE MOUVEMENT OUVRIER

Le problème qui se pose à nous, homosexuels révolutionnaires, n'est pas seulement celui de faire porter la problématique de l'oppression de l'homosexualité et des homos par le mouvement ouvrier, mais aussi celui de vaincre la méfiance des mouvements homo face au mouvement ouvrier. Certes, cette méfiance n'est pas tombée du ciel. Nous n'avons qu'à regarder les lois répressives des pays de l'Est et de Cuba sur l'homosexualité — qui taxent celle-ci de maladie — ou, encore mieux, la Chine populaire, qui déclare que l'homosexualité est inexistante en Chine.

Le mouvement ouvrier européen peut, lui aussi, se vanter d'avoir eu en grande partie des positions obscurantistes sur la question. Certains partis communistes taxent aujourd'hui encore l'homosexualité de "dégénérescence bourgeoise, absente de la classe ouvrière", et ceux qui s'en abstiennent n'osent plus le faire à cause de l'ampleur des mouvements homosexuels dans leur pays. Si l'extrême-gauche ne vomit pas sur cette question, elle se tait bien souvent ou adopte la position de la tolérance bienveillante. Ces élucubrations ont amené beaucoup de pédés et de lesbiennes à rejeter le mouvement ouvrier en bloc.

Ceci est d'autant plus grave que nous pensons que le mouvement autonome de libération des homos doit aujourd'hui trouver des alliés pour mener une lutte à long terme contre toute discrimination sexuelle, contre toute oppression des minorités, une lutte pour une société où tout individu pourra jouir de sa sexualité à condition de ne pas exercer de contraintes. Ces alliés sont à notre avis le mouvement ouvrier et le mouvement des femmes. Ceci non seulement parce que ces trois mouvements ont les mêmes buts à long terme, mais aussi parce que la problématique de l'homosexualité corrode tendanciellement la morale bourgeoise et les valeurs traditionnelles, et qu'il est donc important de la faire pénétrer dans le mouvement ouvrier. Des liens ponctuels peuvent et doivent être tissés entre ces trois mouvements. Nous pouvons prendre deux exemples actuels pour illustrer cela. (voir ci-contre)

Pierre

1) HACH : Homosexuelle Aktionsgruppen Schweiz.

2) HAZ : Homosexuelle Aktionsgruppe Zürich.

3) SOH : Schweizerische Organisation der Homophilen.

4) HFG : Homosexuelle Frauengruppe Zürich.

5) GLH : Groupe de Libération des Homosexuels.

6) GHOG : Groupe Homosexuel de Genève.

7) GL : Groupe de Lesbiennes.

Elleinstein à la TV : Renvoyer Staline et Trotsky dos à dos ?

Une émission de télévision (sur la deuxième chaîne française, dans la série des "Dossiers de l'écran"), un livre avec en annexe le scénario du télé-film voilà ce que Jean Elleinstein, historien et membre du PCF consacre au thème "Staline-Trotsky, le Pouvoir et la Révolution" 1).

Ainsi, pour la première fois dans l'histoire du PCF depuis la fin des années vingt, un membre éminent de ce parti parle du conflit dans le Parti bolchévique sans traiter, d'entrée de jeu, Trotsky d'agent de l'impérialisme. Mieux, à la suite de plusieurs dirigeants du PCE, Elleinstein reconnaît que Trotsky et les membres de l'Opposition de gauche, ainsi du reste que tous les bolchéviques éliminés par Staline, appartenaient sans conteste au mouvement communiste international. Quelles sont les raisons et les limites de cette nouvelle attitude, pourquoi ce soudain regain d'intérêt pour une figure historique — celle de Trotsky — jusqu'alors calomniée ou passée sous silence ?

1) Titre de son ouvrage, paru chez Juillard.

A la base de cette démarche spectaculaire, on trouve trois préoccupations essentielles :

a) Il y va d'abord de la crédibilité de la défense des libertés politiques revendiquée par le PCF et de ses protestations contre les aspects les plus répressifs de la réalité dans les "pays socialistes". Si ce parti n'acceptait pas de se livrer à un réexamen critique de l'histoire de l'URSS et du mouvement communiste international, ses proclamations en faveur du pluralisme et de la démocratie risqueraient de n'apparaître que comme une nouvelle manœuvre démagogique de plus.

b) Par ailleurs, en France, en Espagne, et dans bien d'autres pays, les militants des PC sont confrontés quotidiennement à l'activité — dans les facultés, les lycées, mais surtout dans les usines et les syndicats — des membres de la IVe Internationale, qui se revendiquent ouvertement de l'héritage de Trotsky. Il était donc nécessaire d'apporter quelques éléments de réponse aux interrogations soulevées par la permanence et la croissance du courant marxiste-révolutionnaire, et de ne pas lui laisser le monopole des références historiques.

c) Enfin, chaque critique faite par Elleinstein au stalinisme est une injonction à la direction du PCF pour qu'elle se distancie plus résolument de la réalité peu ragoûtante des "pays socialistes". Lorsque J. Elleinstein, citant Rosa Luxembour, parle des "rudiments caricaturaux et impuissants de socialisme et de démocratie" (p. 126) qui existent aujourd'hui en URSS, il fait en même temps savoir à G. Marchais et à ses amis combien l'image que donne la bureaucratie soviétique est devenue lourde à porter pour les membres du PCF. Et notre historien semble prêt à aller loin dans cette prise de distance, puisqu'il conclut "que le socialisme reste encore à créer" (p. 126), suggérant ainsi que l'Union soviétique n'est pas un pays socialiste. Pour Elleinstein donc, l'ouverture eurocommuniste doit aller jusqu'à la remise en cause, au moins sur le plan littéraire, de la nature socialiste de l'Union soviétique; c'est, pense-t-il, la seule manière d'obtenir le brevet de bon défenseur de la démocratie (bourgeoise) que le PCF recherche.

La tragédie de la Révolution russe

Mais, avant d'en arriver à cette suggestion, un historien se doit

quand même d'expliquer un peu comment une révolution socialiste a pu produire un tel régime, et donc, par contre-coup fournir l'assurance qu'un tel déroulement ne se reproduira pas à l'avenir.

Selon Elleinstein, les choses sont à la fois simples et tragiques : si la révolution russe n'a pas tenu ses promesses, c'est la faute... à l'Histoire. Ceux qui ont fait la révolution en 1917 ont été obligés de la faire d'une manière telle

conflit dont les deux termes sont incarnés par Staline (le Pouvoir) et Trotsky (la Révolution) : "La Révolution l'emportait et devenait un pouvoir. Celui-ci disposait des instruments du Pouvoir, d'une armée, d'une police, d'une bureaucratie, et au nom de la Révolution, le Pouvoir contredisait les buts de la Révolution elle-même et la menaçait." (p. 65). Dès lors, et selon l'enchaînement bien connu, la dictature du prolétariat débouchait sur la dictature du parti, celle-ci faisant place à la dictature du Comité Central sur le parti, qui débouchera sur la dictature d'un seul homme sur le parti. Pour Elleinstein, qui oublie que seule la dictature du prolétariat avait assuré les tâches démocratiques de la Révolution russe, le drame des oppositions à Staline, c'est de ne pas avoir voulu rompre avec cette conception originelle des bolchéviques (la dictature du prolétariat), s'interdisant ainsi de proposer de réelles solutions de rechange. C'est là le sens de son interrogation : "Risquons une question : le trotskysme aurait-il été un stalinisme à visage plus humain (ou moins inhumain) ?" (p. 77). Cessant

de fonctionnement de la démocratie bourgeoise parlementaire. L'identification d'Elleinstein à ces normes est telle qu'il n'hésite pas à les considérer comme universellement valides et, emporté par sa fougue libérale, il en vient même à déclarer : "La démocratie politique, telle que la connaissait l'Occident depuis des siècles, n'avait pas de sens dans la Russie de 1917." (p. 45, nous soulignons). Rappelons tout de même à cet historien — pris en défaut — que la généralisation du suffrage universel dans la plupart des pays capitalistes avancés date... du lendemain de la Première Guerre mondiale !

L'utilisation de ces critères permet à Elleinstein d'éviter soigneusement le problème du contenu social et politique des mesures prises par la direction du Parti bolchévique passant ainsi complètement à côté du problème crucial de la montée de la bureaucratie, qui contrairement à ce que croit l'auteur, n'est pas simplement la multiplication des mesures administratives et paperassières appliquées par une armée de fonctionnaires, mais est une couche socia-

tants de ce calibre-là. Elle constituait donc une mesure de sauvegarde de l'indépendance de classe et de la qualité de la direction de l'Etat soviétique et du Parti, et nullement un affaiblissement de celle-ci vis-à-vis de la bureaucratie montante.

Du reste, en contradiction avec sa position précédente, Elleinstein est obligé de reconnaître quelques pages plus loin que Staline "s'efforça également, et avec succès, en jouant des nécessités de la démocratie, de changer la composition du Comité Central et celle du Parti lui-même (...) nombreux étaient les partisans de Staline parmi les nouveaux promus qui, loin d'être des ouvriers d'usine, provenaient pour la plupart de l'appareil du Parti." (p. 92-93).

Le socialisme dans un seul pays

Une autre erreur, tout aussi fondamentale, d'Elleinstein, provient de son "oubli" de la dimension internationale du problème. Prenant pour argent comptant la "théorie" du socialisme dans un seul pays ("Staline avait avec lui les réalités de l'Union soviétique et du monde en 1926", p. 99), du reste encore défendue aujourd'hui par le PCF sous le label du "socialisme aux couleurs de la France", il se trouve bien incapable d'expliquer la politique internationale de Staline, qualifiée de "nationaliste russe" (p. 100). Ce que l'historien du PCF ne veut pas voir — et pour cause vu l'orientation de son parti — c'est que la priorité ainsi donnée à la construction du socialisme par rapport aux nécessités de la révolution internationale conduisait inévitablement, pour éviter les risques d'interventions étrangères, à une politique de collaboration et de conciliation avec la bourgeoisie à l'extérieur. Remettant en selle la bourgeoisie dans les situations révolutionnaires (Chine, 1927), elle ne pouvait qu'isoler encore plus le prolétariat soviétique. Ce qui dès lors se consolida en URSS, ce ne fut pas le socialisme, mais bien la domination de la bureaucratie. La liaison qui s'établit entre d'une part le reflux de la révolution mondiale, après l'échec de la révolution allemande en 1923, et d'autre part les pressions internes à l'Union soviétique constitue une des raisons essentielles de la dégénérescence bureaucratique de l'Union soviétique. Ne pouvant parvenir à cette compréhension, Elleinstein se trouve obligé de recourir constamment à l'habileté démoniaque et retorse de Staline pour tenter de donner un minimum de cohérence à sa présentation. Pourtant, en 1928 déjà, Léon Trotsky soulignait, dans "L'Internationale communiste après Lénine" :

"L'augmentation de la pression économique et politique exercée par les milieux bureaucratiques et petits bourgeois à l'intérieur du pays, sur fond de défaites de la révolution prolétarienne en Europe ou en Asie, voilà l'enchaînement historique dont, pendant ces quatre années, le noeud coulant se resserra autour de la gorge de l'opposition. Celui qui ne comprend pas cela ne comprend rien du tout."

Pt.



Trotsky, Lénine et Kamenev à l'époque du IIe Congrès de l'Internationale Communiste.

qu'elle ouvrait la voie au stalinisme : "(Les bolchéviques) étaient soutenus par un mouvement populaire dynamique et réel, mais ils prirent le pouvoir par la force. Certes, s'ils n'avaient pas agi ainsi, une dictature militaire du type de celle de Kornilov aurait peut-être gouverné la Russie, mais il n'en reste pas moins qu'ils choisirent de manière délibérée une voie dictatorial vers le socialisme. Cette politique leur semblait d'autant plus légitime que nombre de généraux voulaient rétablir l'ancien régime, que socialistes révolutionnaires et menchéviques étaient incapables d'avoir une politique claire et ouvraient la voie à la contre-révolution." (p. 44, souligné par l'auteur).

Cette tragique nécessité historique va fournir la matrice du

d'être une bataille pour des options stratégiques, correspondant à des intérêts sociaux différents, le conflit se résume à une lutte au sommet du pouvoir entre divers personnages historiques.

Une explication qui n'explique rien

Au fond, l'analyse de l'historien communiste revient à dire que s'il n'y avait pas eu d'Etat, celui-ci n'aurait pas pu dégénérer et que sans l'instauration de la Tcheka (commission de répression des activités contre-révolutionnaires), le Guépéou (son successeur) n'aurait pas été l'instrument de la politique de Staline. Pour ce faire, il n'utilise dans son analyse que des critères formels inspirés directement des normes

le particulière défendant des intérêts matériels précis. Prenons un exemple : Elleinstein considère que l'épuration du Parti entre mars 1921 et janvier 1922, où plus de 200 000 membres furent exclus, et les directives pour l'élection au Comité central (il fallait être adhérent du Parti avant la chute du Tsar) ont considérablement contribué à renforcer la dictature des quelque 9 000 bolchéviques d'avant mars 1917 et donc celle de Staline. Ce qu'il ne voit pas c'est que ces mesures visaient à éloigner des rangs du parti la cohorte des arrivistes et des bureaucrates sur lesquels la fraction stalinienne s'appuiera. Formellement non-démocratique, cette épuration cherchait à préserver le Parti des pressions que ne manqueraient pas d'exercer des mili-